

L'INFLUENCE CULTURELLE AMÉRICAINE

(Jean ÉTHIER-BLAIS)

Socrate, ce personnage énigmatique auquel il faut toujours revenir, a dit : « Le plus grand malheur est de vivre dans une illusion. » Ajoutons qu'il était Grec et qu'aucun attrait ne lui paraissait supérieur à celui du réel. Nous, Canadiens français, par contre, n'avons recherché, au cours de notre histoire, que l'illusion d'être. L'illusion historique, c'est le mythe, dans notre cas, du choix divin, de ce que l'on appelle (ne sourions pas) « le fait français », celui d'un devenir personnel au milieu de ces millions d'hommes, en Amérique, que nous nous plaignons, du haut de notre grandeur latine, à considérer comme des inférieurs. Dans tous les ordres, le retranchement affaiblit et, aujourd'hui, que voyons-nous en nous-mêmes, que sommes-nous devenus, sinon, dans une très large mesure, de pâles, de serviles imitateurs de ce que nous faisons profession de mépriser ? La force de la géographie, celle du nombre l'emportent. Que nous le voulions ou non, la civilisation américaine nous a entourés, pénétrés, elle nous dévore. Voilà un fait. Les nouvelles qui nous parviennent, la musique que nous entendons, les robes que portent nos femmes, les livres qui sont à la source de notre essor technologique, tout cela, et mille autres choses encore, nous viennent des États-Unis. L'influence américaine est partout. Loin de moi la pensée de faire le relevé de tout ce qui est devenu américain en nous. Cela me semble inutile et je ne crois pas, du reste, qu'il nous soit possible, dans l'immediat, d'échapper à cette emprise du géant. Vous me direz que, dans sa cave, ce nouveau cyclope est borgne et que l'Ulysse canadien-français réussira à se faufiler, à contourner cette puissance, à l'étrangler. Peut-être bien et c'est précisément sur cela que, pendant quelques instants, je veux rêver.

Je pars du principe qu'une véritable influence ne peut s'exercer qu'entre esprits parents. Il faut un lien au départ qui unisse celui qui donne à celui qui reçoit, que ce lien soit reconnu, qu'il constitue entre les partenaires non point une frontière qui sépare mais un fleuve qui rassemble. Dans le cas contraire, au niveau de l'esprit, ce n'est plus d'une influence qu'il s'agit, mais d'un viol, d'une conquête. Ainsi l'Europe de l'Est appelle, inconsciemment peut-être, mais d'un appel qu'il est impossible de nier, l'influence de la nation spirituelle

mère, qui est la Russie. Le panslavisme russe a pris, et a gardé, certains traits propres à l'influence imposée de l'extérieur. Il n'en reste pas moins que la civilisation slave forme un tout organique qui, dans les profondeurs, n'a pas connu de solution de continuité. Par contre, ce n'est pas aller trop loin que de penser que la civilisation américaine n'appelle pas l'Europe, que, loin de l'appeler, elle lutte contre elle. La civilisation américaine est née précisément du rejet d'une certaine conception européenne de la vie, conception fondée sur le principe de l'unité intérieure de l'être humain. Cette unité trouvait sa source dans la reconnaissance de ce que Jacques Maritain a appelé la « primauté du spirituel ». L'histoire de la civilisation européenne est celle de la lutte des hommes contre cette primauté; le matériel triomphe toujours, ou presque, mais il règne dans la mauvaise foi. Ce qu'il faut reconnaître, c'est qu'à l'horizon de l'Europe, et toujours, il y a cette hantise des formes spirituelles de la vie, ce besoin de transformer la matière en esprit. C'est cela que, à mon avis, malgré la quête constante de certains, l'Amérique a rejeté. Le drame du Canada français en Amérique, c'est que, l'histoire aidant, les yeux bandés, il s'est accroché à une conception européenne de la vie. Nous avons pensé pouvoir continuer à lutter pour le triomphe de l'esprit. Nous tournons aujourd'hui un œil sarcastique vers nos ancêtres missionnaires et colonisateurs, qui crurent que l'esprit se devait, parce qu'il était l'esprit, de triompher toujours. Et sans doute, en face du legs qui nous est échu, avons-nous raison. Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'ils n'avaient apporté en Amérique qu'une vision fragmentaire de la civilisation européenne, qu'il y a un moment dans notre histoire, le jour où les compradores de la politique s'emparèrent du pouvoir, où cette conception fragmentaire elle-même fut travestie. Ce n'est pas l'esprit européen qui a trahi les Canadiens français, c'est, hélas ! beaucoup plus simplement, le Canada français qui a trahi l'esprit. Dans cette optique, les forces dirigeantes canadiennes-françaises, au milieu du dix-neuvième siècle, avaient déjà accepté les critères matérialistes de la civilisation américaine. C'est là que réside le manichéisme canadien-français : nous appartenons, pour toute une part de notre être historique, à l'Europe, nous ne pouvons concevoir l'élan spirituel que sous sa forme triomphante; par ailleurs, notre histoire récente s'inscrit dans la course de l'Amérique. Voilà notre dilemme : nous aspirons à survivre par l'esprit tout en sacrifiant à la matière. Étudions l'influence américaine de plus près et peut-être ces contradictions se résoudre-elles.

D'abord, l'influence américaine se veut totale. Ce totalitarisme est ce que l'Amérique, sur le plan de la culture, a retenu de plus évident de la civilisation européenne; il lui faut des critères universels. Ces critères universels, elle croira les avoir obtenus lorsque sa façon d'être se sera étendue à tout l'univers. C'est de ce besoin profond que ressent l'Amérique de se donner à elle-même l'illusion qu'elle est universelle, c'est dans cette contradiction entre ce qu'elle est objectivement et le but qu'elle se propose, que procède l'impérialisme cultu-

rel américain. La force des armes, celle plus insidieuse d'un confort superficiel, l'hégémonie politique, la possession de vastes engins, tout cela amène le monde à s'incliner devant une façon nouvelle de concevoir l'homme. Mais c'est dans la mesure où la pénétration intellectuelle américaine est en fonction de ses signes extérieurs qu'elle ne saurait correspondre à autre chose qu'à une mode. Ainsi les Français, dès après Waterloo, s'habillèrent à la russe et se mirent à imiter les Anglais. Il n'en reste pas moins que, mode ou non, la civilisation américaine se dissémine à travers l'univers occidental et jusque dans l'Asie. Cependant, elle ne s'étend pas en *ajoutant* aux cultures, mais en les *fragmentant*. Nous sommes en présence d'un phénomène d'a-civilisation. La civilisation de la matière écrase (ou croit écraser) celle de l'esprit. Il faudrait ici nuancer. Tout n'est pas que matière dans la civilisation américaine, ni esprit dans l'euro-péenne. C'est une question d'axe et d'orientation; une longue tradition de recherche dans le domaine de l'esprit donne son relief à la civilisation européenne, dans le domaine de la technologie et de la matière à la civilisation américaine. Dans le monde actuel, les choses étant ce qu'elles sont, l'impression se crée facilement que la puissance technique l'emporte pour l'heure. C'est au milieu de ce conflit de forces que se situe le destin du Canada tout entier, aujourd'hui, et singulièrement celui du Canada français. Que se passe-t-il donc dans notre cas ?

La première constatation qui se présente à l'esprit, c'est que la civilisation américaine, dans sa quête de pénétration, nous ignore. Elle agit tout comme si nous, Canadiens, faisons déjà partie intégrante de ce qu'elle est. A cette poussée nous n'opposons que l'inertie. Ce qu'il faut reprocher au premier chef à l'influence américaine, ce n'est pas de chercher à s'étendre; cela est un phénomène normal dans une puissance riche et dynamique. Il faut lui reprocher de s'étendre indistinctement, ou mieux encore, de placer l'objet de son influence dans une situation telle qu'il lui soit impossible de choisir ce qui lui convient. Car ce n'est pas sa technologie que souhaite exporter l'Amérique, ni ses lettres, mais la totalité de son être, ce que l'on a accoutumé d'appeler le mode de vie américain. La phrase de Voltaire est vraie, qu'il s'agit de répéter mille fois sans se lasser la même chose pour qu'elle passe dans les mœurs. C'est sur cette donnée que repose la technique d'influence de l'Amérique. Chaque film, chaque livre, chaque pièce de tissu, chacun à sa façon, répète insidieusement la même chose tout comme, chez Voltaire, le tract, le roman et le sourire se répondent. Ajoutez à cela le caractère massif de cette exportation culturelle et vous avez une force presque irrésistible. Des peuples de vieille civilisation (et je pense en tout premier lieu à la France et à l'Allemagne) s'y laissent prendre. Comment nous Canadiens français pouvons-nous déjouer une telle conspiration, d'autant plus habile qu'elle est souvent insaisissable ?

Notre tempérament, quoi qu'on en dise, ressortit encore à la civilisation française. Quoi qu'on en dise encore, nous avons un idéal (bien que j'hésite à utiliser ce vocable galvaudé) spirituel qui nous

est propre. A cet égard, je crois que ce à quoi nous assistons au Québec en ce moment, la mise en branle de tout un mécanisme spirituel et intellectuel axé sur l'avenir, est un phénomène de la plus haute importance dans l'histoire des nations américaines et, quoi qu'il advienne, aussi important sur le plan symbolique que l'expansion de l'Amérique. C'est ce que Raymond Abellio appelle un « baptême ». Notre retour à la surface, après une longue immersion, cela aussi est un phénomène français; ce besoin que nous ressentons vivement de nous adapter au modernisme de notre cadre, tout en brisant ce cadre, cela aussi est un phénomène français. Par la langue même que nous parlons et quelle qu'elle soit dans l'absolu, nous nous séparons verticalement du continent où nous sommes. Et la mer est là qui appelle.

C'est un écrivain canadien, je crois, qui compare le Québec à une tête de loup, dont le fleuve serait la gueule ouverte, prête à dévorer l'Europe. Image vraie sur le plan psychologique et qui signifie que la civilisation américaine, ici, ne pourra jamais être que surajoutée. Les lois de la géographie sont curieuses et, parce que nous sommes voisins de l'Amérique, celle-ci croit qu'elle nous a digérés, tout comme les Allemands, se leurrant, croient constamment qu'ils ont soumis la France. Mais s'il y a osmose, il y a aussi immunisation. Car l'un des traits constants de la nation canadienne-française, c'est qu'elle a toujours cru qu'il ne pouvait y avoir progrès dans l'ordre de la civilisation sans progrès dans le domaine de ses propres idées. Ceci veut dire que, depuis l'abbé Casgrain jusqu'à l'abbé Groulx et nos penseurs politiques contemporains, nous sommes des doctrinaires qui, à partir d'un schème intellectuel, cherchons à reconstruire notre monde. Évidemment, il n'est rien sorti d'immense de ces cogitations; mais ce qui importe, c'est la tendance de l'esprit, et rien n'est moins américain que cette tendance. Nous nous érigeons donc, par la nature qui est la nôtre, en principe de contradiction en Amérique et la lutte est permanente entre notre géant et nous. Elle fut toujours inconsciente, reconnaissons-le. Elle affleure aujourd'hui, dans la mesure où nous découvrons ce que nous sommes.

S'affirmer, c'est aussi se dresser contre. Il est évident, dans ce contexte, que ce n'est pas contre une civilisation asiatique que nous serons amenés à nous dresser, mais contre ce qui est à nos portes, contre ce qui, chaque jour, nous obligera, par sa présence immédiate, à prendre, et à défendre, des positions personnelles. Ainsi, il ressort de ce qui se passe au Québec aujourd'hui que, dans le domaine de l'éducation, nous serons forcés d'analyser de très près, dans un avenir rapproché, l'influence et la structuration américaines dans notre enseignement. Inconsciemment, pendant deux siècles, nous avons lutté pour maintenir dans l'enseignement certaines valeurs qui nous paraissent essentielles à l'âme. Soudain, tout un univers technologique s'ouvre devant nous, qui, par le fait même que nous vivons en territoire américain, entraînera une prise de conscience nouvelle devant les méthodes. Le problème primordial qui se pose aux Canadiens français est le suivant : comment concilier la transformation à long

terme de notre conception du monde, qu'ordonneront les techniques américaines, avec le droit qui est le nôtre, en tant que nation, de continuer à ressortir à la culture humaniste française et gréco-latine ? Ce sont là de bien grands mots, mais qui, jusque dans les moindres gestes, représentent une réalité. Et le seul fait de pouvoir poser la question en ces termes souligne que le problème existe et que, dans le monde de la culture, il se pose avec gravité.

Je crois que ce qu'il faut tenter d'instaurer, au Canada français, c'est une conscience culturelle, au sens où l'on dit qu'il y a une conscience de classe. Si l'on étudie l'histoire des idées au Canada français, on se rend vite compte que cette conscience existe, à l'état embryonnaire. Mais peu d'entre nous osent se rattacher directement et ouvertement à elle. C'est que l'intelligentsia canadienne-française sent confusément que la conscience culturelle de notre nation ne trouve pas ses sources immédiates dans le monde moderne. S'affirmer culturellement, dans ce contexte, c'est préconiser un retour en arrière qui est proprement impossible, à l'idéal que nous a transmis le Moyen Age, non pas à celui qui, par le dix-neuvième siècle et la Révolution française, est né de la Renaissance. Pourquoi ne pas le dire ? Un intellectuel canadien-français se sent coupable, au vingtième siècle, de remonter jusque-là. Sa position a quelque chose d'incongru. Il se sent d'autant plus coupable que cette option rétrograde, quoique parfaitement légitime, ne correspond pas à ce qu'il y a de français en lui. C'est-à-dire qu'elle lui a été imposée de l'intérieur de la société patriarcale canadienne-française, par des forces qui n'avaient rien à voir avec l'humanisme et la civilisation française. Ce qui est français en nous, c'est le besoin de renouvellement et, sur le continent américain, étant donné les forces en jeu au Canada français, ce qu'il y a eu de plus progressiste sur le plan de l'intellect s'est toujours trouvé au Canada français. Je pense, par exemple, aux doctrinaires libéraux du dix-neuvième siècle qui ne pouvaient pas l'emporter, mais qui ont lutté avec une admirable passion pour le triomphe des idées modernes, à l'intérieur de la tradition humaniste française. Il est donc possible d'affirmer qu'il existe au Canada français une tradition intellectuelle humaniste avec laquelle il s'agit de renouer. Ceci dit, lorsque j'affirme qu'il faut créer une conscience culturelle au Canada français, je veux dire qu'il faut ordonner notre pensée nationale de telle sorte qu'elle devienne, globalement, ce qu'il y a de plus progressiste en Amérique. Je constate que nous sommes faibles et par le nombre et par les ressources. Pour vivre et croître, il n'y a qu'une solution. C'est dans le domaine des idées que nous devons triompher. Mais non point, comme jusqu'à présent, dans le domaine des idées statiques. Il faut nous tourner vers l'avenir. Et se tourner vers l'avenir, c'est réfléchir et agir en fonction de ce que deviendra l'Amérique.

Dans sa Préface aux *Morceaux choisis* de Trotzky, Isaac Deutscher écrit que l'Europe du dix-neuvième siècle a suscité deux grands mouvements de civilisation en dehors d'elle-même; elle a donné à l'Amé-

rique une technologie et à la Russie une idéologie. Ce à quoi nous assistons aujourd'hui, et il n'est pas paradoxal de penser que l'intensification en profondeur de ce mouvement se fera sentir dans l'avenir, c'est au dynamisme de l'idée et au statisme de la technologie, c'est-à-dire au dépassement de la technologie par la doctrine. Ce n'est pas à moi que revient la tâche de prendre parti pour ou contre l'atrophie de l'idéologie américaine, quelle qu'elle puisse être. Cependant, pour revenir à Deutscher, il est permis de penser que l'une des constantes de l'évolution intellectuelle de l'Amérique, c'est que les Américains croient, dans une large mesure, que la puissance technologique peut remplacer l'idéologie. Ce que l'Amérique nous propose, c'est une forme sublimée de machinisme (et je ne crois pas cette simplification abusive; essentiellement, c'est de cela qu'il s'agit) qui agira comme panacée universelle. Pour tout dire, la machine et le niveau de vie se devront d'éteindre au cœur de l'homme un besoin philosophique qui ne trouve la paix que dans l'avènement de la justice. Bien sûr, l'idéologie totalitaire de l'Union soviétique a dévoyé ce besoin; il n'en reste pas moins que cette tendance profonde existe et qu'il faut en tenir compte. Le statisme idéologique américain a permis à l'Amérique, dans une conjoncture historique exceptionnelle, de se consacrer entièrement à ce que l'on appelait autrefois « la recherche des biens de ce monde » et l'importance de son immobilisme commence à peine à se faire sentir. Par ailleurs, ce qu'il y a de dynamique et de vrai dans la pensée socialiste pénètre et est même parvenu jusqu'à nous. Nous ne sommes plus coupés des courants d'idées qui transforment le monde; nous devons, un jour ou l'autre, choisir, nous aussi, ne serait-ce que par souci d'intégrité culturelle. Pour rester ce que nous souhaitons être, nous devons évoluer dans un sens contraire à l'Amérique, dans le présent, quitte à lui avoir servi de précurseurs dans l'avenir. Ce terrain est excessivement mouvant et je ne fais que jeter ici quelques jalons qui pourront peut-être servir à votre réflexion. Mais ce qui me semble important, c'est qu'il nous convient d'allier un idéal français de vie, ce qui revient à dire, tenter de se rattacher à la tradition humaniste européenne, au progressisme social et philosophique. Je ne fais pas un appel au passé, mais à l'avenir. Je ne dis pas: il faut sauver la civilisation gréco-latine au Québec, telle que l'on a enseigné qu'elle était. Cela, c'est se condamner à l'immobilisme et à la réaction dans tous les domaines. Par contre, je ne dis pas non plus: il faut, pour grandir, se rattacher à la civilisation technologique américaine, car je crois que cela aussi, c'est le passé, quoique celui de demain. Enfin, je ne dis pas: c'est dans l'Union soviétique que l'idéologie humaniste européenne a trouvé son accomplissement. La transformation de cette idéologie en totalitarisme et en impérialisme est un fait historique qui nous fait horreur. Ce que je dis, c'est que nous sommes Français et que la continuité française est en nous et qu'il est impossible, dès qu'il s'agit d'idées, de séparer le dynamisme intellectuel créateur de la condition de Français. Nous, Canadiens français, l'avons fait pendant deux siècles et nous avons

trahi notre destin. Ce que je dis, c'est que nous ne serons nous-mêmes que le jour où nous aurons choisi d'accomplir une synthèse objective, au niveau de la culture, de l'humanisme et du socialisme. Nous n'avons pas été amenés sur ce sol ingrat pour être dévorés et nous le serons, au vingtième siècle, si nous n'acceptons pas d'être à la fine pointe du combat pour l'esprit, en termes contemporains. Il n'y a pas d'autre issue.

Le problème fondamental de l'avenir culturel du Canada français est donc celui du choix. Dans l'ensemble, les nations choisissent ce qu'elles seront depuis ce qui procède d'elles; elles rejettent ce qui ne correspond pas à leur nature, mais les éléments du choix sont ceux qu'elles ont elle-mêmes choisis. Pour l'essentiel, nous sommes libres, en dépit de la pression psychologique constante qui s'exerce sur nous. Ce qui importe, c'est que nous sachions quitter le provincialisme nord-américain et nous ouvrir sur un monde autre. Nous sommes malgré nous obnubilés par l'Amérique, dont le grand art a été de créer l'illusion que ce qui ressortissait à sa culture était par le fait même universel ou, comme disent les Américains, international. Cette affirmation d'universalité est le fait de la propagande, non de la réalité. Ce n'est pas parce que certains aspects du provincialisme s'étendent à tout l'univers qu'ils en deviennent, d'une manière automatique, universels. C'est un peu, avouons-le, ce qui se passe dans le cas de l'Amérique. En un mot, c'est tout l'avenir culturel de notre nation qui est en cause. Je crois que les transformations auxquelles nous assistons dans le Québec aujourd'hui, cette sorte de prise de conscience collective, encore informe, dont nous sommes à la fois les témoins et les agents, ne procède pas seulement des raisons nationalistes dont nous abreuvons les journaux. Il y a plus que ce sentiment primaire chez les Canadiens français. Il y a surtout que notre lutte, sur le plan de l'universel, est symbolique et que, sur ce champ de bataille intellectuel et social, ce sont deux conceptions du monde qui s'affrontent. Si nous continuons à situer notre lutte d'affirmation nationale au seul niveau d'un canadianisme historique, et donc au niveau d'une sorte de nationalisme désuet, nous faussons et rapetissons la perspective historique dans laquelle nous sommes engagés. Nous acceptons la diminution.

Quoi qu'on en dise, l'étau n'est pas canadien-anglais; il est américain et le rôle prépondérant que joue l'Amérique dans l'économie de notre nation n'est que le symbole d'une sujétion plus grande, à venir. Je ne veux pas sombrer dans un anti-américanisme de mauvais aloi, que réprouve la civilisation à laquelle j'appartiens. Il s'agit d'un problème de la plus haute importance, qui est celui de l'avenir des Canadiens français. Il ne faut pas craindre de souligner les forces qui sont dans le jeu et d'énoncer ce que l'on croit que l'avenir donnera. Il existe encore chez les Canadiens français une unité interne, qui se traduit par la volonté de retourner aux sources de ce qui nous a permis d'être. La seule puissance qui peut effacer cette volonté, c'est l'Amérique. En un sens, nous sommes disponibles et, mise à

part cette unité interne, encore informes. Où que nous tournions les yeux, l'Amérique est présente, l'Europe absente. C'est dans la mesure où l'Europe, et ce qu'elle représente de dynamisme, d'amour des idées, de courage dans la recherche de solutions neuves, pour tout dire d'esprit créateur, c'est dans la mesure où cette Europe sera au milieu de nous, que nous échapperons à l'emprise de ce qu'il y a de sclérosé sur le plan du devenir intellectuel en Amérique et que nous tournerons le dos à un passé qu'il est grand temps d'abandonner aux morts.

AMERICAN CULTURAL INFLUENCE IN CANADA

(James M. MINIFIE)

Livingston Merchant, one of the ablest and most perceptive U. S. Ambassadors ever to be posted to Ottawa, said recently : "Canada is more important to the the United States than any other single country."

It is true. Militarily, economically and politically Canada is essential to the physical safety and well-being of the United States. It would not be accurate to say that Canada is equally essential to the cultural welfare of the United States and to its spiritual health. But I do not regard this, as so many English-speaking Canadians do, as an unattainable objective. I believe that an indigenous and distinctive Anglo-French culture can arise in Canada, and that it would be the greatest contribution which Canada could make to the total well-being of this continent and of the Western world.

And I present this to you today as a challenge, that you nourish a culture which will serve as a Polar Star, which will demonstrate that agreed compromises are more fruitful than the application of force to the solution of conflicts; that perfection of detail must not be overwhelmed by mass production; that happiness is a quality which will and must distinguish mankind from automation, and that the qualities of spirit and character developed in a physical and intellectual ambiance of optimum challenge are essential to the continuation of human progress.

Militarily the importance of Canada to the United States is diminishing. Canadian geography is no longer essential to the defense of the continental United States. The threat of the bomber stealing in over the Arctic wastes, to detect which the various observation lines were set up in the far north, has given way to the threat of the off-shore submarine, against which there is no present defense and the intercontinental ballistic missile to detect and counter which the huge BMEWS installations have been built in Alaska, Greenland and Britain; not in Canada.

This is a fortunate circumstance for it enables Canada if it so desires to escape from the overwhelming embrace of the American military behemoth. This of course is the first essential to the growth of an indigenous culture. It cannot flourish in a nation whose mili-

tary posture is that of a satellite closely linked in a lop-sided alliance with a State ten times as powerful. In my *Peacemaker or Powder-Monkey* I put forward the view that Canada's future demanded *that it free itself* of a satellite status dependant on Washington instead of Whitehall; I stressed there that Canada's best contribution to Western defense would be the adoption of a positive and active neutralism which would enable an authoritative voice from the western hemisphere to be heard in the councils of the neutral nations whose understanding it is increasingly important to obtain.

In *Open at the Top*, which recently came out, I have tried to show that such a development would be immensely advantageous to the United States, and ought to be forwarded by all appropriate means as basic American policy.

True independence is essential to the development of an indigenous Canadian culture, which in turn is the only alternative to an increasing dependence on second-hand American culture, sweetened perhaps with maple syrup rather than Louisiana cane, which would vitiate every effort to establish a Canadian personality.

There has been no conscious and deliberate effort on the part of Americans to force their culture on Canadians. It has flowed in to fill a vacuum. The United States spends hundreds of millions of dollars bringing its cultural achievements to the attention of Africans, Asians and Latin Americans, but the Voice of America has no channel beamed on Canada giving news and views angled to attract Canadian attention and spiced to Canadian taste. It is simply assumed that "You Canadians are just like us"—a statement which enrages most Canadians, perhaps because it is a trifle too close to the truth for comfort so far, at least, as the English-speaking sector is concerned.

A pretty illustration of the popular concept of Canadians—or lack of concept—occurred when I was covering the Democratic convention at Atlantic City last August. I was having breakfast with my colleagues the morning after our arrival. The waitress noticed our accents and inquired where we were from. When we replied "From Canada. We're here for the Convention," she asked: "Oh, are you delegates?" The fifty-first State!!!

Before considering the nature of the American culture which is flowing into the Canadian vacuum, and particularly the English-Canadian vacuum, let me essay definition of culture. I realize that this requires some boldness, perhaps even brashness. But I will define culture as "The outward and visible sign of an inward and spiritual grace."

Culture in the United States is based on the domination by man of his environment. The spectacular skyscrapers, the hard and masterful quality of its literature, the chaotic vigor and vividness of its painting, the boldness which characterizes every artistic expression, sometimes leading to disastrous failures but often to monumental triumphs of the human genius, are the magnificent expres-

sions of a people in whom the Will to Victory is still its strongest instinct. It is the creation of a dominant people, a dominant language, a dominant religion.

Through it there speaks the spirit of an Imperial people. I am well aware that the word has seen better days but I know no other which conveys the just sense of *imperium*, absolute power, power to destroy all mankind, the earth and all that in it lies. This imperial people has gathered into its colonial domain every nation of the Western hemisphere but Cuba, which has revolted. They are restive colonies, most of them, chafing at their chains but unable to shake them off; resenting American domination but fearful of the alternative embraced by Fidel Castro.

The existence of independent, non-United States cultures, Latin or indigenous, among the Latin-American States offers them hope that they will ultimately escape from their colonial status and achieve true independence. It has kept alive the spirit of revolt, the refusal to accept this *imperium*; and this in turn has induced Americans at the highest level to facilitate the restoration of independence, the loosening of the colonial link, a project which is more difficult because it seeks to rectify a situation which cannot be openly acknowledged or admitted. Only those wicked Communists talk about the Latin American colonies, oblivious to their own colonial domains. The Alliance for Progress was an effort to bring the Latin colonial empire into independence, but it failed because the leading strings were too obvious. The Inter-American Development Bank, which only began operations four years ago, has now been accepted by 19 American republics and the United States. It is a much subtler operation, designed to promote the economic development of its member countries without at the same time perpetuating American economic domination. Quietly, tactfully, it works towards offering a western solution in independence and in recognition of regional cultures which will off-set the attraction of the Russian avenue of escape from Americanism. I do not need to add that the I.A.D.B. does not serve Canada.

The question of whether an indigenous national culture has developed in Canada must be left for another occasion. But it is quite clear that in its absence no amount of tariff regulations or discriminatory taxation could prevent American culture flowing in to fill that vacuum. Why not let it? It is a vivid and virile manifestation of a triumphant people victorious over its environment; it provides spiritual nourishment for 180,000,000 souls.

Why, then, can it not satisfy the needs of another 18,000,000 who share the same continent, the majority of whom use the same language and come of roughly the same ethnic sources?

In the case of the French element one answer is obvious. It is not be only answer nor perhaps the most profound. But the persistence of the French tongue and tradition in Canada is certainly one of the reasons why American culture cannot satisfy Canadian needs. Per-

haps this was in the mind of Lord North when that much-abused statesman introduced the Quebec Act into the British parliament, for he justified leaving to the Canadians their old language and system of laws as the only means of making them a *happy* people.

There are other reasons why American culture cannot make Canadians a happy people. One of these lies in the physical characteristics of their country. Between the southern frontier of Canada and the North Pole, Nature cannot be dominated by man as she can between the Rio Grande and the forty-ninth parallel. Whether they live in Newfoundland or on the prairies, in Matapedia or in Aklavik, the Canadian must make his peace with Nature; he cannot dominate, he must find acceptable compromises, he must identify and occupy areas of mutual interest where he can practice peaceful co-existence. We learned that the hard way on the prairies, long after the pioneers from French Canada, pushing along the great rivers, had shown us how. This is the antithesis of the American philosophy of domination, it is an attitude of mind and an outlook on life which must be basic to an evolving Canadian culture.

Happily for the future of Canada this imperative is common to both the French and English-speaking areas. The Saguenay and the Peace River make similar demands, and the inhabitants of Chicoutimi and Fort St. John must heed them equally. Peaceful co-existence, not domination must be the Canadian principle—peaceful co-existence with Nature, with each other, with the world.

The Federal government of Canada gets more credit abroad than it does at home for recognition of this principle in international dealing. The presence of Canadian troops in the most unlikely spots—Yemen, the Gaza strip, Kashmir and until recently the Congo—tells its own story. The recent conference of peace-keeping powers in Ottawa—skimpily reported in the American press—was an event of great significance.

This was one of the reasons why Ambassador Merchant could say that Canada is more important to the United States than any other single country. For it is essential that this Canadian imperative persist, and that the United States should have on its northern frontier a strong middle power imbued with this principle and capable of applying it effectively to the international scene. And not only applying it, but also exemplifying it before the new nations of Africa and Asia as a way of life to be emulated, as a basis for newly arising national cultures rather than the principle of domination which is at the root of American culture. The principle of domination is the last thing which should be in the thoughts of the new nations, and it is discouraging to find such prominent instances of it occurring. In the era of the nuclear weapon the principle of domination has no future.

This principle is equally dangerous in internal relations, as I hardly need point out to you. On the national scale in Canada as on the international the principle must be: minorities are not entitled

to equal treatment; they are entitled to a little better than equal treatment, to *equality plus*. This principle is notably embodied in the Swiss federation, and one may hope that as many hundred years will not be needed before it is applied to relations between the United States and Canada, and within Canada to relations between the French and English-speaking components.

If these principles be well enough understood, preached, illustrated, illuminated and practised, then there need be no fear that the flood of American cultural items is any danger. For these principles of co-existence with instead of domination of Nature, the world, each other, are the bedrock on which Canadian culture can build. The vacuum can be filled and once that has happened no amount of American cultural inflow can present any danger to the essential Canada.

I suspect that you are farther advanced than you know towards realization of this ideal. To be sure, American movies, radio, television and publications roll in by the truck-load. In French Canada they are met by the natural dyke of language, though that perhaps may be less effective than one thinks. But even in English speaking Canada I think that the American cultural influx is not today as serious a threat as it was ten, twenty or fifty years ago.

I can look back to the days just before World War I, when the paper you saw most frequently at picnics and stampedes in southern Saskatchewan was the *Chicago Blade and Ledger*.

It was, as I remember it, and I hope my memory is not doing it wrong, a brash, hard sheet with a strong dash of Manifest Destiny and a news and views content which had little to do with those of the *Family Herald and Weekly Star* which was *our* Bible and from which I learned the constellations bending so close and lovingly over the western prairies, and something of the flowers and a smattering of geology and a feel for something which was, coast to coast, Canada.

The *Family Herald* was published in Montreal. But when you came West there was a change. We did not take the *Winnipeg Free Press*—we were quite remote, forty-two miles from the village of Morse, a two-day journey each way for a wagon and team—and the service to the local post-office of Gooding, some eight or ten miles away was very uncertain. But we did take the *Grain Growers' Guide*, a weekly farm journal, also published in Winnipeg. And the *Guide* in those days had a very strong American flavor. It had long accounts of legal inequalities suffered by women in the United States, and what should be done about them. Its letters, many of them, were date-lined from Minnesota or the Dakotas. I can only surmise that part of its make-up was boiler-plate turned out somewhere in the United States. Duluth in those days was as acceptable a shipping point as Fort William, as the United States had not then clamped its quota on the entry of Canadian wheat. In short, the Canadian West pre-World War I, despite or perhaps because of its hodge-podge of new settlers, many of them of American origin, was much more

strongly oriented towards and receptive of American ways than it is today.

And there was a very strong feeling that the problems, urgencies and sentiments of the prairie dirt-farmer on the last frontier were a good deal better understood and heeded south of the 49th parallel than they were south of the C.P.R. main line. Strictly between us boys, they still are, but the Canadian prairie farmer either does not realize this or realizes without resenting it: in other words he has found some spiritual flavor which he prefers and is willing to pay the purchase price for it.

Fifty years ago there were only American films in Canada—at least in the west. In fact there were virtually only American films anywhere in the world, the Hollywood spectacular, Griffiths, Lillian Gish, bless her, *Birth of a Nation*, *Intolerance* and the Canadian beauty queen Mary Pickford!... Canada had already started exporting talent. They propagandised everything, even to the handling of one's knife and fork. The great English, German and Italian schools of cinematography had not arisen. It was generally supposed that reliable sunshine would permanently endow Los Angeles with world primacy. At that time, also, the English cultural influence had not infiltrated Hollywood: films such as *Tom Jones* or *Mary Poppins* would have been unthinkable.

Finally there was no National Film Board operating in Canada, setting a standard and presenting Canadiana with an effectiveness which should not be underestimated, and incidentally pushing its influence southwards—for instance I saw its series on urban congestion and rehabilitation, featuring Lewis Mumford, at the U.S. Ministry of Interior in Washington on the invitation of Secretary Udall.

It has been suggested that perhaps French-Canadians are more Americanized than they think. I am not competent to judge of that, but I should like to hear it debated. I do suggest however that English-speaking Canadians are less Americanized than they think, and that in fact the tide of Americanization is ebbing.

To be sure, American boiler-plate still pads the inside pages of many Canadian papers; American wire copy, sometimes thinly disguised with a new head by the Canadian Press, takes the front-page headlines; American comics have their ardent fans, with more reason than some other manifestations; American news syndicates supply most of the from-our-own-correspondent copy so that some of the best Canadian newspapers read like yesterday's edition of the *New York Times*. But even this is changing. News from China comes from British or Canadian sources, the Americans having painted themselves into a corner in that field. The *New York Times* recently front-paged (Nov. 9) a story from a *Globe and Mail* correspondent in Shanghai about the indoctrination of Chinese children. And in recent years the major Canadian papers have sent able correspondents to Washington who view the American scene in Canadian perspective. American magazines of all sorts still flood into Canada, making life

difficult for the native product; but American magazines too are having a hard time at home. The magazine is going the way of the three-decker novel. The *Saturday Evening Post*, that purveyor of conservative Americanism which was once universal reading in the Canadian West, is in deep trouble. And you know what has become of *Collier's* and the *Cosmopolitan*, once cultural vehicles of power and authority.

The mortality among American newspapers has also been disastrous, the new births pitifully few. New York City, that great metropolis, has only four morning papers and one of them survives only at a millionaire's whim. Most of the great American cities are reduced to a single paper, or morning and evening papers published under the same ownership; they are non-competitive and inevitably tend to be highly selective of the news they print.

This intensifies the effect of one of the most important phenomena of our time, the return to the spoken word. In the long history of the human intellect, the discussion and development of ideas relied before printing almost exclusively on word of mouth: mother to child, father to son, teacher to pupil, prophet to disciple, orator to the crowd. This was not seriously challenged by the development of writing and pictorial representation, for this was devoted largely to records and personal glorification.

The invention of printing changed this immemorial system of the communication and development of news and ideas, and with the development of the daily newspaper and the general diffusion of reading, the art of oral communication seriously deteriorated over a couple of centuries and along with it the capacity for memory. It is important to keep in mind however how recent a newcomer the newspaper is, to have atrophied the ancient physiological art of communication by word of mouth.

Electronics have restored this possibility, but we are only slowly reviving the processes, since we have to re-learn what for over two hundred years we had forgotten.

But we are learning fast, and the effects are as revolutionary as printing itself.

I do not wish to suggest that newspapers have had their day. But I do want to point out that their function must change. They cannot challenge radio on spot news. They cannot beat radio to the headline. But they can take advantage of the interest and curiosity aroused by a broadcast report, to provide a study in depth of the item; they become in a sense a medium for the record and for reference as the ancient inscriptions and pictographs were. It is interesting in this connection to note that after the super-saturation of the British public by radio and television, the circulation of the quality papers has tended to rise and that of the popular press to fall slightly, while a number of illustrated periodicals ceased publication.

The revival of oral communication in the form of broadcasting has been of critical importance to the cultural development of Can-

ada. It appeared at first as if the new medium would vastly intensify the pressure of American cultural influences on English-speaking Canada, and thereby aggravate the divergence between the English and French-speaking sectors. But two factors worked in the opposite direction. One was the creation of the Canadian Broadcasting Corporation, Radio-Canada. The other was the later neglect of radio by the great American broadcasting networks and the subordination even of their costly and often spectacular television programs to the exigencies of the ad-man and the overwhelming priority given to the effort to reach the largest possible audience for everything. This in itself is a denial of one of the fundamental principles of democracy, respect for the rights and interests of minorities which, as I pointed out before, should always have *equality plus*.

With a few honorable exceptions, radio in the United States has been abandoned to the hill-billy and the disk-jockey, to the peddlers of deodorants, detergents, cars and cures for halitosis.

In Canada on the other hand, CBC continued to stress, to improve and to develop radio, with results strikingly demonstrated at the Ohio State University competition for educational and cultural broadcasting programs when CBC has consistently, year after year, carried off more awards than any of the American networks.

One consequence of this is that there is a wide belt of listeners along the northern tier of states, and even further south among automobile travellers on the great highways. An employee of American Express in Washington told me that she had been talking to a customer in Chicago the day after the presidential election; out of a clear sky he told her that he had listened to it on CBC after trying the American nets. A colleague of mine on the *Washington Post* was driving north to New York when he picked up a CBC program which so delighted him that he wrote to us about it and is now writing an article advocating the establishment in the United States of a federally financed foundation which will do for the American listener what CBC tries to do for the Canadian listener. In other words the cultural osmosis in this case is seeping the other way. There is no particular temptation for the Canadian listener to tune his set to American stations. If he wants swing and ads he can get it locally any hour of the day. But if he wants something with more content he can tune in on the French or English nets of CBC-Radio Canada.

You will have gathered that I do not propose to let the fact that I work for CBC inhibit me from discussing the influence of that organization. And let me say immediately that I am extremely proud of my connection with it.

For various reasons Canadian television has not taken the commanding position over American television that radio was able to assume, although I have it on the assurance of Sen. George Aiken of Vermont that while all Montreal may watch Burlington, Vermont, all Burlington watches Montreal with equal fidelity. And I am by

no means convinced that American television programs rebroadcast in Canada are any threat to Canadian cultural patterns: they are much more likely to be a threat to the appeal of American culture... I am not speaking about the pleasant and well-presented musical shows which are so easy to watch, but rather about the whole approach to television programming.

American television was summed up in scathing terms by one of its ablest servants, the late Ed Murrow. He spoke six years ago, but very little of what he said then has to be modified. Conditions have not altered all that much. Let me quote Mr. Murrow's words: "I am seized with an abiding fear regarding what these two instruments (radio and television) are doing to our society, our culture, our heritage," he said. "Our history is what we make it. And if there are any historians about fifty or one hundred years from now and there should be preserved kinescopes for one week of all three networks they will find there recorded in black and white, or color, evidence of decadism, escapism, and insulation from the realities of the world in which we live. If this state of affairs continues we may alter an advertising slogan to read: 'Look now, pay later'. For surely we shall pay for using this most powerful instrument of communication to insulate the citizenry from the hard and demanding realities which must be faced if we are to survive."

The tendency of American television to insulate the viewer and to eliminate anything that might offend some section of the community creates a boneless medium which does not, it seems to me, carry any direct threat to a neighboring culture, however debilitating to character and corrosive to morals it may be from its odd, antagonistic combination of sucrose and violence.

But if it insulates Canadians too from their problems and deprives them of controversial programs, then while it does not advance American cultural influence, it does derogate from Canadian television's efforts to stimulate public discussion of contentious topics of moment to society. And since American programs can be shipped up to Canada cheaply and are therefore profitable, they can be injurious if they stimulate the private station owner, seeking more profits, to attack television programs which compete with or demonstrate the insipidity of his imported product. But this is a reflection on the Canadian station owner rather than on the American product, which culturally is innocuous being virtually without content.

And such content as it has of course is not devoted to Canadian problems; in the rare cases where it is, the presentation so far as I have seen has been superficial and ill-balanced. I am thinking specifically of the last year's NBC show on Canada which gave in my opinion a distorted account of the situation in Quebec, a sort of police-station blotter approach, with very little understanding or indication of the profound change which has taken place in the attitudes and aspirations of Quebec; still less was there any convincing explanation of the reasons for that change.

In the matter of literature, the very presence and bulk of the United States is a problem for Canadian writers who use English. There is currently only minimal interest in the United States in Canadian themes or problems, and there is not likely to be more unless it is stimulated by methods similar to those applied by Laos, Cambodia or Cuba. In the realm of pure literature therefore, the English-speaking Canadian author must either migrate to the United States and write for the American market and do scripts for American television, or he must reconcile himself to a sale of a few thousand copies, if his work is a best-seller, which will not return him enough to live on. The Canadian author must be a moonlighter; he must have another job which keeps him while he writes in his spare time or when he should be sleeping. I know whereof I speak, for I too write for the Canadian market. My books are read in the Pentagon and the State Department—with distaste I may add—but American publishers display massive disinterest even though the work may be a best-seller in Canada, as *Peacemaker or Powder-Monkey* was.

It would be wrong I think to assume that this situation need always and necessarily prevail. It is not unthinkable that a cultural ambience may be developed in Canada which will not only provide Canadian writers with a living but attract authors from other countries too.

Let me remind you of what happened in Switzerland in the Eighteenth Century. The greatest historian in the English language, Edward Gibbon, found his intellectual stimulus in Lausanne, whither Voltaire had retired. Gibbon indeed published his first work, *Essai sur l'Étude de la littérature* in French, and wrote in French the first book of his *History of the Liberty of the Swiss*. He abandoned it in the face of unfavorable criticism despite the very earnest exhortations of David Hume, the historian, to continue. Hume indeed questioned Gibbon's choice of French on the grounds that it was less likely than the English language to survive wars, tumults and invasions. I find an attractive irony in Hume's letter to Gibbon explaining that "Our solid and increasing establishments in America, where we need less dread the inundation of Barbarians, promise a superior stability and duration to the English language."

In Hume's opinion only Scotland and America produced writers of English, which country he found "so sunk in stupidity and barbarism and faction that you may as well think of Lapland for an author."

Switzerland was the haven to which philosophy had fled from English indifference, French censorship, Italian persecution. Pietro Giannone, the great Italian historian, had found refuge there briefly. Montesquieu had published his *Esprit des lois* in Geneva in 1748, and Gibbon himself ruefully admitted that the book pirates of Basel had improved on the aspect of his pages of the *Decline and Fall*. "Of the fourteen octavo volumes, the two last include the whole body of the notes," he says. "The public importunity has forced me to remove

them from the end of the volume to the bottom of the page; but I have often repented of my compliance."

In presenting this example—and many others could be offered—of the ability of smaller societies to resist the homogenizing influences of powerful neighbors and to develop their own cultural antidotes, I think I have answered the question of whether Americanization of English-speaking Canada is inevitable. It need not be. And I think that the long-range interests of the United States would not be forwarded by such a development. Certainly it has not yet occurred.

The first of these is the fact that the language of the
 constitution is not only a legal document but also a
 political one. It is a document which is intended to
 be read and understood by the people of the country
 and not just by the courts. It is a document which
 is intended to guide the actions of the government
 and not just to define the powers of the executive
 and legislative branches. It is a document which
 is intended to be a source of inspiration and
 guidance for the people of the country. It is a
 document which is intended to be a source of
 pride and honor for the people of the country.

It is a document which is intended to be a
 source of inspiration and guidance for the
 people of the country. It is a document which
 is intended to be a source of pride and honor
 for the people of the country.

The second of these is the fact that the language
 of the constitution is not only a legal document
 but also a political one. It is a document which
 is intended to be read and understood by the
 people of the country and not just by the courts.
 It is a document which is intended to guide the
 actions of the government and not just to define
 the powers of the executive and legislative
 branches. It is a document which is intended to
 be a source of inspiration and guidance for the
 people of the country. It is a document which
 is intended to be a source of pride and honor
 for the people of the country.

It is a document which is intended to be a
 source of inspiration and guidance for the
 people of the country. It is a document which
 is intended to be a source of pride and honor
 for the people of the country.

LES VALEURS IDÉOLOGIQUES COMMUNES ET DIVERGENTES

(Jean TOURNON)

Comparer les idéologies de deux pays, c'est un peu comme scruter la forme des nuages. Tant de latitude est laissée à l'observateur que tous les jeux semblent permis et qu'aucun résultat n'est prouvable.

Dès que l'on s'intéresse à l'idéologie d'un pays, on devient conscient des difficultés inhérentes à ce genre d'observation : il faut décider quelle forme d'expression de l'idéologie on tiendra pour valide, celle du poète ou celle du journal à sensation, celle de l'homme d'État ou de l'homme de la rue. Postulera-t-on qu'il existe *une* idéologie qui recouvre toutes les paroles et tous les comportements dans un pays donné — ou devra-t-on descendre jusqu'à la multiplicité et complexité des systèmes de pensée individuels ? Et il faut avouer que le devoir de faire des comparaisons peut porter à errer par esprit de symétrie ou esprit de système.

Par exemple, le jeu serait facile — et vain ! — d'opposer, en contrastes abrupts, une idéologie québécoise à une idéologie américaine jugée, d'avance, antithétique; d'opposer, hier, un Québec agreste à une Amérique industrialiste, et, aujourd'hui, le dirigisme québécois à la libre entreprise américaine. Aussi simpliste serait de broser à grands traits un tableau de l'homme nord-américain, et de montrer que l'habitant du Québec et l'habitant des États-Unis n'en sont que des variantes; à ce compte-là, le Canadien anglais ne serait lui aussi qu'une variante, ce qui laisserait à penser au Canadien français que, de variante à variante, il peut exister des différences non négligeables.

Par ailleurs, celui qui cherche à caractériser l'idéologie d'un pays repère facilement les porte-parole prolixes et voyants qui occupent les tribunes importantes, se vendent bien en librairie et utilisent à plein tous les moyens de diffusion de masse disponibles dans le pays. Mais n'y a-t-il qu'eux ? Faut-il aussi prêter attention à ceux qui crient dans le désert, et se méfier des unanimités conformistes et superficielles ? Ce problème est d'autant moins à négliger que les moyens d'expression, contrôlés dans les pays capitalistes par la classe possédante et dans les pays totalitaires par les gouvernants, tendent à propager et imposer une perception uniforme de la réalité sociale, ne donnant de l'idéologie réelle du pays qu'une image simplifiée, et axée sur la louange du *statu quo*.

Un travail de comparaison de deux cultures différentes court le risque de vite devenir simple manipulation de stéréotypes, de généralités creuses qui non seulement nient la diversité des groupes considérés mais sont un ramassis de tous les préjugés qui ont cours sur le « caractère national » des pays en cause. Qui ne serait tenté, par exemple, de noter, dans l'idéologie américaine, l'enthousiasme pour le progrès économique et social, la dévotion à la religion industrialiste — et d'opposer ces traits au conservatisme passionnel et bucolique qui a régné si longtemps au Québec ? Le contraste est brillant, mais la vérité oblige à dire qu'il y a toujours eu, aux États-Unis, une opposition sourde mais puissante au mode de vie industriel et que, encore aujourd'hui, les campagnes sont un îlot culturel qui se pense comme distinct, qui se veut meilleur que le reste de l'Amérique. Il existe une société traditionaliste américaine dont l'effroi et la réprobation à l'égard du déracinement et de l'immoralité de la vie urbaine et industrielle trouvent une réplique exacte au Québec — et l'ampleur de mouvements comme le Ku-Klux-Klan dans les années 1920 et le mccarthyisme dans les années 1950 montre que cette idéologie est moins minoritaire qu'on ne serait tenté de le penser: sur ce plan, toute la différence entre le Québec et les États-Unis c'est qu'au Québec cette idéologie n'a pendant longtemps trouvé aucun contrepois tandis qu'aux États-Unis elle était maintenue en lisière par la conjonction du développement des villes, du bien-être industriel, et des apports de l'immigration.

Si l'on se met à parler *des* idéologies américaines et non plus d'une idéologie américaine, faudra-t-il aussi considérer le clivage racial? Il a été dit, avec, à mon avis, quelque goût pour le mélodrame, que le Québécois est au Canada ce que le Noir est aux États-Unis. Outrance pour outrance, je dirais que le Québécois est tout autant le Sudiste du Canada. Son destin a bien des points communs avec celui des Sudistes, groupe porteur d'une vieille culture, qui s'est mis à part pour se protéger de la souillure industrielle, choisissant le repli sur soi-même, le retour au mode de vie rural pour mieux résister au choc de la vie moderne, et se rendant compte finalement qu'il n'a travaillé ainsi qu'à sa propre décadence et n'a réussi à opposer, au matérialisme cupide qu'il condamne chez le Yankee, que la résistance dérisoire d'une civilisation moribonde.

Ces quelques réflexions préliminaires visaient à souligner les difficultés et les limites de tout travail comparatif de cet ordre. Maintenant que votre sens critique est en éveil, je peux me risquer à tracer de trop ingénieux ou trop grandioses parallèles. Il faut bien abattre des arbres pour que l'on puisse voir la forêt.

I. — DESTIN INDIVIDUEL ET DESTIN COLLECTIF

Entre le Canadien « né pour un petit pain » et l'Américain qui, selon une croyance à peine dévalorisée, peut, à sa naissance, aspirer

aux plus grands honneurs et aux plus prodigieuses richesses, le contraste est saisissant. On fera observer, évidemment, que les ascensions sociales spectaculaires n'ont jamais été légion aux États-Unis, qu'elles y sont de plus en plus rares, et que la stratification sociale y est en définitive infiniment moins mythique que l'égalité des chances. D'un autre côté, les réussites sociales et économiques de certaines familles canadiennes-françaises montrent qu'au Québec il y a des petits pains qui sont plus grands ou plus savoureux que d'autres. Il n'en reste pas moins que les idéologies traduisent assez bien les réalités sociales des deux pays.

L'Américain est élevé dans une société où il se sent le champ libre pour déployer tous ses talents et tout son courage; l'idéologie diffuse à laquelle il participe l'incite à n'attribuer qu'à lui-même le mérite de sa réussite ou, le cas échéant, les causes de son insuccès; l'absence, au niveau politique, de lutte de classes, malgré l'existence, même fruste, d'une certaine conscience de classe, témoigne de la crédibilité pour le citoyen américain moyen de cette morale individuelle et puritaine selon laquelle la réussite terrestre est une sorte d'acompte versé à l'homme vertueux qui, par son travail sans répit, est en quête de son salut éternel. A voir les méthodes peu recommandables utilisées par certains dans leur travail, on est tenté de penser que le paradis est devenu pour eux l'objectif secondaire, et les biens de ce monde l'objectif premier sinon unique, mais ce qui compte c'est finalement que leur réussite obtienne toujours, sauf en cas de malhonnêteté trop notoire, l'approbation de la société, et que cette ratification vienne légitimer a posteriori tout l'effort entrepris.

Dans la société canadienne-française, longtemps accablée d'un deuil historique et résignée à une infériorité économique jugée fatidique, la réussite individuelle fait fausse note. La société qui s'est assigné pour mission « d'entretenir et faire rayonner au loin le foyer lumineux de la religion et de la pensée » ne saurait conférer son approbation aux activités orientées vers les valeurs dissidentes du succès économique et social. En conséquence, non seulement le jeune Canadien ambitieux se sentait poussé à n'entrer que dans les secteurs d'activité où le caractère quelque peu intellectuel de son travail le sauverait de la disgrâce attachée à toute besogne mercenaire, mais aussi sa réussite éventuelle pouvait difficilement s'accorder avec l'idéologie ambiante axée sur les thèmes de la vallée de larmes et de la vocation quasi contemplative de tout un peuple.

Alors qu'aux États-Unis la réussite vient enlever à l'individu ses doutes, l'intégrer définitivement dans la société, et lui décerner par anticipation les palmes de l'élu, au Québec, la même réussite fait problème pour l'individu et l'oblige à bien des contorsions pour étouffer les discordances entre son destin individuel heureux et le destin tragique de sa nation. Tandis que l'existence de l'Américain se déroule de bout en bout dans une perspective individualiste, la vie ramène inmanquablement le Québécois à la conscience douloureuse

d'une solidarité collective qui s'oppose à ses aspirations au bonheur individuel.

Même aujourd'hui, après que les illusions se sont dissipées concernant la possibilité de maintenir le dynamisme d'une culture nationale sans le soubassement d'un dynamisme économique, le Québécois ne peut adopter l'idéologie individualiste de son voisin américain car il voit avec de plus en plus de netteté l'impossibilité de détacher son destin personnel du destin collectif : ou bien il n'arrive pas à faire de son existence ce qu'il avait rêvé d'en faire, et s'aperçoit que les difficultés qui l'assaillent (chômage, avenir bouché, handicap linguistique et culturel, etc.) sont des problèmes collectifs beaucoup plus qu'individuels, ou bien il réussit et est tôt amené à reconnaître qu'un succès personnel qui a pour toile de fond un échec collectif non seulement a un goût amer mais est rendu précaire à cause de son caractère d'exception et, somme toute, de privilège.

II. — VUES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Une psychanalyse politique sommaire suffirait à faire surgir l'opposition entre les façons dont l'Américain et le Québécois dépendent de leur appartenance à une communauté politique. Alors que l'extraordinaire diversité d'origine de ses membres fait de la communauté politique américaine une entité incertaine de ses caractéristiques et de son devenir, l'homogénéité native de la collectivité canadienne-française semble avoir rendu futile toute interrogation sur l'être de cette nation.

Le citoyen américain est du domaine du futur; il sera un type humain surgi à la fin d'un long processus (évolutif autant qu'intégratif) à base de démocratie politique et de mobilité sociale. L'impératif de la société américaine est de favoriser entre ses membres ces interactions créatrices, notamment en luttant avec détermination contre toutes formes de cloisonnement, barrières et préjugés, qui font obstacle au libre contact des gens, des idées et des manières de faire.

Quel contraste, semble-t-il, avec le Canadien français, type humain considéré comme achevé, donné comme point de départ, et qu'il s'est agi de conserver du mieux possible à travers les tribulations des siècles ! L'impératif de la société québécoise a été d'assurer la protection d'un être canadien-français dont la corruptibilité l'emportait infiniment sur la perfectibilité, et qu'il fallait, en conséquence, mettre à l'abri derrière le rempart des traditions. Alors que de génération en génération l'Américain se réjouissait de voir ses fils devenus « plus américains » que leur père, le Québécois se tourmentait des possibles déperditions survenues dans la transmission de l'héritage ancestral et troublait sa vieillesse de l'idée que ses fils seraient moins canadiens que leur père, et que ses petits-fils allaient courir des dangers bien plus grands encore.

Bien sûr, une telle image en noir et blanc mérite d'être quelque peu nuancée. Il faut noter, par exemple, qu'aux États-Unis le noyau original des colons n'a pas vu sans effroi déferler les vagues successives et toujours plus nombreuses d'immigrants qui étaient, par la race, la religion et les manières, d'un type fort différent de celui du premier peuplement; mais la réaction n'a pas été de repliement : armés d'une constitution et d'un drapeau, les Américains firent confiance à la valeur de leur organisation sociale et à la puissance de leur rêve nationaliste, et chaque nouveau flot d'immigrants vint se ranger derrière la Constitution et le drapeau, se demandant aussitôt avec inquiétude si le prochain arrivage n'allait pas venir abâtardir la magnifique race américaine ! Si l'on mesure bien le risque pris dans cette entreprise, on comprend mieux la ferveur avec laquelle chaque écolier américain jure fidélité chaque matin à son drapeau et pourquoi, au Capitole de Washington, on désigne par le mot de « sanctuaire » l'endroit où est exposé l'original de la Constitution. Pourtant, une telle réussite n'a pas empêché, de génération en génération, des réactions de panique xénophobe, d'intégrisme nationaliste et de guerre sainte contre ceux qu'on accusait de non-américanisme (des *unamerican ideas* du XVIII^e siècle aux *unamerican activities* de naguère). Qu'une société en pleine expansion et jamais réellement menacée dans son être n'ait pu éviter de recourir de temps à autre aux dragonnades incline à quelque compréhension envers le conformisme autoritaire qui a régné pendant deux siècles sur le Canada français..

D'ailleurs, le Québécois a été de moins en moins satisfait de la solution immobiliste, et dans la période récente les voix les plus autorisées ont dénoncé quel leurre ç'avait été de croire que, pour rester soi-même, il suffisait de rester immuable dans un monde changeant. Le plus simple trappeur aurait pu depuis longtemps expliquer à ses évêques et ses ministres que l'animal, pour poursuivre, s'adapte au moindre changement de son environnement et que si, par prédilection obstinée pour un certain mode de vie, un animal voulait ignorer les bouleversements et métamorphoses de la nature, il mourrait vite de faim ou de froid. Une telle analogie n'est pas nécessaire aujourd'hui pour faire rejeter par tous les esprits l'anathème jeté jadis contre les initiatives économiques : il est évident que le plus mauvais chemin pour atteindre au rayonnement intellectuel est le chemin de l'asservissement économique. La langue française elle-même, substrat dynamique de tout le patrimoine culturel, serait inéluctablement vouée à la disparition si elle n'était que le jouet luxueux d'une petite élite intellectuelle. Si bien que, par un salutaire retour des choses, le Québécois du milieu du siècle prend le contre-pied de l'admonestation fameuse et veut résolument allumer le feu des usines pour assurer le rayonnement des idées.

Entrant dans la course à la croissance économique avec pas mal de handicap, le Canada français semble trouver normal que l'État joue

un certain rôle d'incitation et de coordination, sinon de direction, des efforts qui doivent être déployés dans tous les secteurs de l'économie. Ceci permettrait facilement d'opposer l'idéologie américaine, qui fait l'apologie de la libre entreprise et le procès des interventions étatiques, à l'idéologie planificatrice et socialisante qui prévaut au Québec ; mais le contraste n'est si grand qu'à condition de prendre pour argent comptant toute la phraséologie publicitaire *made in U. S. A.* déversée généreusement par les moyens d'information contrôlés de près ou de loin par le milieu des affaires.

En fait, l'emprise de l'État sur l'économie américaine, aussi camouflée et sporadique qu'elle soit, est un élément, à mon avis, déterminant de la croissance économique des États-Unis. Sans remonter à la guerre d'Indépendance et à l'essor subséquent des manufactures jusque-là brimées par le colonialisme anglais, je voudrais citer certains faits qui donneront peut-être à réfléchir à ceux qui assurent un peu vite que l'État ne peut que mal faire en matière économique. Sous l'impulsion du gouvernement, la Première guerre mondiale entraîna une expansion et une modernisation extraordinaires de la plupart des industries. Sous prétexte de vertueuse représaille, le Gouvernement s'empara de tous les brevets allemands et les donna généreusement aux industriels américains ; en conséquence directe de cela, l'industrie chimique qui était très rudimentaire en 1914 était devenue en 1920 la plus puissante du monde. La pudeur américaine empêche d'appeler cela « nationalisation » ou « émancipation économique » mais aucun pays sous-développé rêve-t-il de faire autre chose ? Entre les deux guerres, le socialo-corporatisme brouillon du *New Deal* ne semble pas avoir eu de résultats décisifs dans sa lutte contre la crise économique ; il reste, en tout cas, de cette période, des réalisations comme celles de la Vallée du Tennessee ou les programmes d'électrification rurale, dont on ne peut pas dire qu'elles soient bien orthodoxes dans un système de libre entreprise militante. La Seconde guerre mondiale amène l'État à jouer un rôle sans précédent dans l'économie du pays : un fantastique déferlement d'investissements publics (dix-sept milliards de dollars de 1940 à 1944, soit les deux tiers du montant total des investissements de cette période) réussit à multiplier par deux le volume de la production industrielle et à faire accéder l'Amérique à une situation de plein emploi alors que le nombre de chômeurs n'avait été réduit, par le *New Deal*, que de douze millions de sans-travail en 1932 à neuf millions en 1939. En 1945, l'État se trouve être propriétaire de 90% des installations fabriquant du caoutchouc synthétique, du magnésium, des avions et des navires ; propriétaire de 70% des installations productives d'aluminium ; propriétaire de 50% de toutes les machines-outils fonctionnant aux États-Unis. L'État ne gère pas directement cet énorme empire : toutes ses propriétés sont utilisées sous contrat par des entrepreneurs privés auxquels elles seront vendues pour une bouchée de pain à la fin des hostilités. Les hommes d'affaires américains commencent l'après-guerre

à la tête d'un appareil de production qui a doublé de taille, dont l'équipement est ultra-moderne et qui ne leur a pratiquement rien coûté ; en face d'eux, ce qui ne gâte pas les choses, des dizaines de millions d'individus, salariés directement ou indirectement de l'État, ont accumulé un pouvoir d'achat comme on n'en avait jamais vu et n'attendent que le moment de se lancer dans une consommation vorace et insatiable. Après cela, on pourra clamer que l'entreprise privée a gagné la guerre (on voit, en tout cas, fort bien ce qu'elle a gagné *par* la guerre!...) et faire, des interventions étatiques, le fléau des temps modernes. On ne peut s'empêcher de penser que la prospérité américaine d'aujourd'hui n'a pas été édifiée sur les bases d'un libéralisme très orthodoxe. Imaginez pourtant à quelle levée de boucliers on assisterait si un homme politique du Québec avait l'audace d'envisager de faire à l'économie québécoise le quart de ce que le gouvernement américain a fait de 1940 à 1945 à l'économie des États-Unis !

Il n'a été fait mention jusqu'à présent que des interventions gouvernementales les plus spectaculaires dans l'économie américaine. Mais il existe aussi un système de surveillance et de régulation des activités économiques, qui agit sans discontinuité et en profondeur. Dix départements exécutifs fédéraux, plus d'une cinquantaine d'agences fédérales, des centaines d'organisations gouvernementales fonctionnant au niveau des États, étendent sur toute l'économie américaine un réseau de contrôles et d'incitations. Plus d'un économiste s'est amusé à décrire comment, au paradis de la libre entreprise, l'État décidait de l'heure de départ des trains, du nombre de minutes par heure accordées pour les annonces publicitaires à la radio et à la télévision, de la race de dinde ou du type de coton que devrait choisir le fermier, du prix des billets d'avion et de l'épaisseur des sandwiches servis en vol, etc. A la vérité, les firmes américaines trouvent presque toujours, dans leurs investissements à l'étranger, des situations de plus grande liberté qu'aux États-Unis mêmes et, en dépit des protestations qui sont de rigueur en pareil cas, l'homme d'affaires américain s'accommode facilement des efforts des gouvernements étrangers pour établir les mêmes sortes de limitations et de contrôles d'intérêt général qu'il connaît chez lui.

Tout ceci tendrait à indiquer qu'en matière d'intervention étatique, entre un Québec qui fait moins qu'il ne voudrait et une Amérique qui fait plus qu'elle ne dit, l'écart n'est pas aussi grand que les idéologies officielles pourraient le laisser croire.

Dans toute l'Amérique du Nord et en Europe, la lutte pour la subsistance quotidienne est en passe d'être définitivement gagnée, et de nouvelles tâches attendent nos sociétés.

Le confort matériel n'est une valeur que comme manque ; une fois obtenu, il n'est plus une valeur. Pendant un temps, les sociétés peuvent continuer sur leur lancée et chercher à augmenter indéfiniment

ce confort, mais la satisfaction obtenue risque de décroître, elle aussi, indéfiniment. Un retour s'ébauche alors vers les problèmes fondamentaux qui avaient été soulevés, aux débuts de l'industrialisation, par certains dissidents mais qui avaient été alors renvoyés à plus tard. Par exemple, quel aura été le coût humain de la production de masse ? en quel état de désorganisation sont nos sociétés et en quelles dispositions nos esprits ? Les nations doivent-elles survivre aux barrières douanières et, si oui, pour quelles fins dans l'histoire de l'homme ?

A ce moment-là, on verra sans doute se retrouver aux avant-postes de ces expansions nouvelles les groupes humains qui auront le plus opiniâtrement lutté pour surmonter un destin qui semblait les vouer à disparaître ou à trahir leur attachement à certaines valeurs fondamentales. Et les peuples qui n'auront pas vendu leur âme redonneront espoir aux autres.

CANADA AND THE AMERICAN VALUE SYSTEM

(S. D. CLARK)

In a paper presented at the meeting of the American Sociological Association in Montreal in September of this year I argued that Canadians only became Canadians by being made to remain British or, before 1760, French.¹ For the great mass of people settling this northern half of the continent there was no interest in maintaining a separate political existence. What was offered were the resources of a whole vast continent to exploit, in fish, furs, timber, minerals, farm land and, as technological development advanced, coal, oil, water power and pulpwood, and the establishment of a separate political community on the northern half of the continent could have no other effect than that of restricting the access of the people of such a separate community to these resources. Canada was not the creation of a people seeking a distinctive national identity. It was the creation rather of certain business, political, religious and cultural interests, seeking the establishment of a monopolistic system of control. Geography, which favoured individual enterprise and non-political interference, in the conduct of economic, social and religious affairs, over a large part of the continent, favoured on this part of the continent, large-scale bureaucratic forms of organization and wide-spread intervention by the State. Canada never developed, as did the United States, a mass basis of support of political patriotism. Political patriotism was an expression of those monopolistic or semi-monopolistic economic, religious or cultural interests identified with the imperial tie, or later, the Canadian federal State.

The consequence has been, or so it was argued in the paper referred to, that there has failed to develop in Canada, in contrast to the United States, a large vigorous middle class. The Canadian middle class has grown up, very largely, within a bureaucratic structure of power—economic, political, ecclesiastical. Typically, the Canadian middle class person has been an office-holder, whether in the service of government, a business corporation, church or other such type of bureaucratic organization. Individuals seeking to advance themselves outside the bureaucratic order have tended to a very large extent to

1. "Canada and Her Great Neighbour," *The Canadian Review of Sociology and Anthropology*, Vol. I, No. 4, November, 1964.

cross the border into the United States. It has been there that the J.J. Fullers, the Cyrus Eatons, the Aime Semple Macphersons have made their fortune or achieved their fame. The Canadian middle class has maintained its middle class position, not by engaging in the competitive struggle which the larger American continental system invited but by building about itself, in this more restricted, and in terms of physical resources poorer, area of the continent, a very largely closed bureaucratic system of control. Such a middle class has inevitably remained small but it has been one which, in control of the strategic institutions of the Canadian society, could wield enormous influence and power. It was upon the support of this middle class, for more than two centuries, that the colonial tie of Canada with the old world depended, and it has been upon its support that has depended very largely, in the years since Confederation, the tie of nation. In a way scarcely true of any other western nation, the middle class, in Canada, has been the Establishment.

In this paper I want to pick up where I left off in the paper read at the meeting of the American Sociological Association. Here, I want to argue that the concern which is so often expressed about the growing economic, political and cultural influence of the United States in Canada is very largely the concern of a bureaucratically oriented Canadian middle class anxious to protect its favoured position within the Canadian community. We talk much about the importance of preserving our distinctive Canadian values, ways of life, political and moral principles, but in all this talk not many of us, it seems to me, stop to enquire what values, ways of life, political and moral principles they are that we are really trying to preserve. For long, colonial bureaucrats in Canada could link with American republicanism such values as democracy, equality and individual liberty, and deplore non-shame-facedly the spread of these values across the border into Canada. Today not even a Vincent Massey would openly express disapproval of such values, but there has been no lessening of talk about the danger to Canadian national life of the influence of the United States upon Canadian ways of thinking and behaving.

It has not been difficult for Canadians to find much in the United States with which to find fault. But neither was it for a Barry Goldwater, seeking in the presidential election of 1964 the highest political office his country offered. And one may wonder whether the judgement of those Canadians so ready to condemn the moral behaviour and values of Americans is any less open to question than the judgement of Mr. Goldwater. Any society as large and complex as that of the United States is not likely to be found faultless, if judged in terms of a particular set of standards. Canadians for long have been too ready to compare their political and social institutions, ways of doing things, ethical practices and beliefs with the worst examples in American life and to comfort themselves with the thought that if poorer than their American cousins they have been more virtuous or high minded.

There can be no question that there are considerable differences between the institutions, patterns of social relationships, ways of life and values of Canadians and Americans. Those differences show up most markedly when the society of French-speaking Canada is compared with that of the United States, but there are very real differences as well between English-speaking Canadian society and American society. Among others, Professor S.M. Lipset has attempted to spell out these differences : the much greater operation in Canada of the aristocratic principle in government, of the State, business corporation, church, educational institution, trade union organization, and such; the greater readiness to concentrate authority and accept its dictates; the much wider interpretation of what is private and not open to public enquiry.² In very broad, general terms, the temper of Canadian society can be described as more conservative, less dedicated to such cherished American values as democracy, equality and liberty. Ours is a society more ready to compromise with the past, to accept without protest the limitations upon individual endeavour, freedom of expression and achievement which our institutional heritage prescribes. We are less concerned about getting on, being successful. We are not to the same extent as Americans a status-seeking people. The Protestant ethic here early became sharply modified by a strong Catholic spirit.

There are many other ways as well that Canadian society differs from American, in the conduct of family affairs, the structure of religious life, the role assigned ethnic minorities, and such. The important question, however, would seem to be not whether there are differences between Canadian and American society but what accounts for these differences and whether they are of a sort which should be preserved. Where environmental forces have led to different manners of behaving, or thinking, on the part of the two people there can be no sociological quarrel with the resulting feelings of ethnocentrism. Albertans have no reason to apologize for ways in which they are different from Nova Scotians. There is much that is different as well between Californians and Vermonters. But a good many of the differences between the society of Canada and the United States cannot be accounted for in simple environmental terms. The environment to a very large extent made us one people. It was the forces of history which made us two.

As a Canadian of four generations I do not lightly reject the heritage of our historical past. Indeed, I am convinced that when Canadians, English-speaking and French-speaking, come to really know themselves they will find much in that heritage worth cherishing. Certainly, there is no reason for us to seek to turn ourselves into Americans and forget all that in our past which has made us Canadian.

But much in our past which we have thought of as Canadian has

2. "Canada and the United States : a Comparative View," *Ibid.*

been nothing more than an expression of sentiments or attitudes which have been anti-American. Such sentiments and attitudes may be associated with things British, such as the flag which we claimed, or the honour system of university education of which we have been so proud; or they may be associated with things French. Yet institutions and values in Canadian life, in origin British or French, in reality may be no more truly British or French than they are Canadian. It has often been said that the British-minded Canadian is more British than the British and perhaps it can be said that the French-minded Canadian is more French than the French.

The persons who have spoken for Canada, very largely, in business, the public service, the church, education, mass communication and, indeed, as well in literature and the arts have been persons depending for their positions of influence, power or wealth upon keeping Canada politically separate and economically and culturally isolated from the United States. Thus political and social ideas developing out of the experience of people living under North American conditions of life have been rejected by Canadian spokesmen as being American. Canadians have been persuaded that their national identity has been threatened by the spread of these ideas from across the border. Yet in fact the ideas have been as much Canadian as American. What Lipset and others tell us are the basic values of American political society, the limitation upon the power of the executive, the election of public officials, the decentralization of financial institutions such as banks, the right of the people by means of referenda to participate directly in the legislative process, the separation of Church and State, the right of such agencies as newspapers to enquire into and report fully public proceedings, are values developing out of the experience of Canadian people as well as American.

But whereas, in the United States, these values have given expression to the interests of the middle classes as well as the masses, in Canada they have represented a threat to the interest of the middle classes. American businessmen, politicians, churchmen, newspaper, magazine and book publishers, educators, public entertainers, sports promoters and such have prospered and grown in numbers by furthering in their society opportunities for individual enterprise. The poor boy could become a rich man without the already rich man being compelled to give up his riches. Fame and fortune have been there, in the expanding society of America, for all to strive for. The American middle class has derived its strength from the condition of competition fostered and supported by values of democracy, equality and individual freedom.

It has been a condition the very opposite upon which the Canadian middle class has depended. Here the long reach of the St. Lawrence waterways system into the centre of the continent, and the island character of the Maritime region, early made possible the restriction of competition, with the consequence that the maintenance of monopolistic conditions of control through State intervention

became a primary end of business, ecclesiastical, educational and other such interests. Individual enterprise from the very beginning represented a threat to the developing structure of Canadian economic, political, cultural and religious life. To a very large extent, as a result, what middle class has grown up in the country has been one developing within a bureaucratic order. Individual enterprise, seeking opportunities for advancement, has turned to the neighbouring republic to the south.

Thus, in ironic and somewhat paradoxical fashion, the very nearby presence of the United States has made possible the preservation in Canada of the conditions of a closed market, in business, religious and cultural affairs. For large numbers of enterprising persons, generation after generation, there has been no place to go in the country. In the public service, the great railway, banking and insurance companies, churches, publishing houses, universities and such, the positions at the top or near the top have been quickly filled—there have not been a great number of these large bureaucratic organizations. Under conditions such as these, it might have been expected that new avenues of advancement would have developed, however determined the efforts to resist encroachments upon the preserves of bureaucratic establishments, and, of course, to some small degree, there has been such a development. Enterprises of various sorts established by recent immigrants to the country offer an example of how new lines of advancement may be opened up outside the bureaucratic structure of business. The reform party in politics, the sectarian church in religion, the faith healer in medicine offer examples in fields other than business. But the resistance to such encroachments upon bureaucratic preserves has been formidable, and for most persons seeking advancement through individual enterprise the more inviting opportunities appeared to lie across the border in the United States. Throughout Canada's history, from the days of the fur trade to the present day, there has been a continuous flow of dissident elements of the middle class out of the country, persons unwilling or unable to fit into the cramping structure of Canadian life.

The effect has been to weaken in the Canadian middle class any interest in making over the society of which it has been a part, in ridding that society of the built in restrictions upon individual enterprise which have closed for Canadians so many lines of advancement. Where in Britain and France, and even more in the United States, commercial and industrial expansion led to the growth of a large, new middle class which could not fit itself into the established order of economic, political and social privilege and thus was compelled to take a lead in the breaking down of this order of privilege (it was the middle class in the English colonies which took the most prominent part in the American War of Independence), in Canada the middle class to a considerable extent has been able to maintain its position within a protected order of privilege by ridding itself,

through the exodus of population to the United States, of those middle class elements that could not be fitted in.

There is no suggestion, of course, that in the one hundred years or more since family compact days there has not been a considerable making over of Canadian society. Then it was, indeed, an exceedingly small and specially privileged middle class which was in command of Canadian economic, political, cultural and religious affairs. In the years since, with commercial and industrial growth, the opening up of new areas of the country, the advance of science and technological development and rapid urbanization, there has been a release of new, powerful forces in Canadian society. Fortunes have been made or fame achieved by persons who have been no part of the establishment, and no longer do old family names or honorific posts command the respect they once did. Ours has become more an equalitarian type of society. The very considerable growth of public interest in education in recent years is a reflection of the change taking place in Canadian values.

Yet it can be argued that fundamentally Canada remains a bureaucratically structured type of society, in the conduct of business, political, religious, cultural and educational affairs, and that the main line of advancement into the middle class is still through the winning of the favour of persons who have command over the staffing of bureaucratic establishments. Too much significance can be attached to developments such as those which have taken place in education. Educational opportunities in the country have been greatly increased but for the reason very largely that there has been an increased demand for trained personnel to man the posts in bureaucratic establishments. We are witnessing today a rapid growth in the size of our middle class. It is a middle class, however, that stands as sharply separated from the mass of the population as did the middle class of one hundred years ago. Indeed, in certain important respects, it stands even more sharply separated. Education can be a great leveller in society but it can also be a divisive force. More and more, the lines of advancement in our society are being determined by educational qualifications. Persons lacking such qualifications are left hopelessly behind. They have nowhere to go.

It is true that what has been happening in Canada has been happening as well in other countries of the Western World, including the United States. Society generally is much more bureaucratic in form than it was a generation ago. But there is still in this respect a great difference between our society and that particularly of the United States. There certainly are in the United States bureaucratic establishments of vast dimensions, great, powerful banks and trusts, insurance companies, manufacturing firms, air carriers, mass communication agencies, churches, universities, trade unions and such, but the number of bureaucratic establishments is not only enormous but beyond their reach there remains a large area in which individual enterprise still is given almost unlimited opportunities for advance-

ment. One can agree with Lipset that the new forms of organization and behaviour patterns emerging in American society have been made to conform to the basic democratic and equalitarian values of American life.³ The pressure to conform to these values is clearly apparent in the conduct of business, politics, education, religion, industrial relations, and in many other spheres.

In Canada, the strain upon the dominant values of the society has developed out of forces precisely of an opposite character. Here, in face of new technological developments, large-scale immigration from Europe, the growth of new media of mass communication, the vast extension of facilities of education, and rapid urbanization, values long dominant in Canadian economic, political, cultural and religious life have been placed under severe attack. Perhaps as much indicative as anything of the strains in Canadian social institutions and values have been the almost near breakdown of our parliamentary system of government with the rise of new, non-conforming political parties, and the severe weakening of our federal political structure with the growing determination of the provincial governments to play a part in economic development.

But there is no clear and certain sign that the old established values of the Canadian society are going to give way to new values, not even in the Province of Quebec where the attack upon the old values has gathered its greatest strength. Here, in this province, certainly, the long established claims of the British minority to a position of economic, political and cultural supremacy can never again be re-asserted. French-speaking Canadians have done with symbols which give expression more to Canada's empire ties than to her nationhood. But as well, if not to the same degree, so have English-speaking Canadians.

There is being waged within the Canadian society today an intensely severe struggle between English-speaking and French-speaking, but as the struggle is working itself out it is coming less and less to touch upon the area of values. The rapidly growing middle class in French Canada might well have taken a lead in the making over of Canadian society. Certainly, it was a class which could not readily be accommodated within an English-Canadian dominated establishment. A few posts, particularly of an honorific character, could be opened up for French-speaking claimants; there is no bureaucrat who is not alive to the political usefulness of vice-presidential appointments. But the time has long since passed when those French-speaking middle class persons who were not a part of the very narrow political-ecclesiastical establishment of French Canada could be so accommodated. The number of such persons has become too great, their claims too strong. The resulting social ferment, though still with us, is now becoming a matter of history.

3. S.M. LIPSET, *The First New Nation* (New York, 1963).

It would be highly impertinent on my part to attempt here to assess the significance of recent developments in the Province of Quebec. To an outsider like myself there has appeared good reason for applauding. The attack upon the entrenched position of such institutions as the Church within French Canadian society holds out the promise of bringing into being a much more liberal social state. Even more promising has been the attack upon the entrenched position of the English-speaking middle class within the bureaucratic structure of the larger Canadian society. Yet there is reason for lament as well as for applause in the anxious striving of the new middle class of French Canada to entrench itself in a bureaucratic structure even more tightly integrated and sheltered than was the bureaucratic structure it so vigorously brought under attack. Feeling against English-speaking Canada, I am certain, is yet a long way from expiring, but more and more, I suspect, this feeling will give way to an anti-American feeling. It is American influences which will come to constitute the greatest threat to the newly established position of the middle class in the society of French Canada. The two establishments, the English-speaking and the French-speaking, will discover how much they have in common. There can be no quarrel between an Ontario Hydro and a Quebec Hydro, nor between an English and a French television network.

I cannot conclude this paper without some reference to the take over of Canadian business by American firms though it would be highly treacherous for me to undertake any discussion of this problem. Canadians perhaps have good reason for concern that such a large part of their resources have fallen under foreign control. But the very conditions which have fostered monopolistic type enterprises under the control of Canadians have led to the intrusion into the country of monopolistic type enterprises under the control of Americans. In the end, where American control of such vital Canadian enterprises as those of banking and mass communication have appeared to threaten national independence, the only possible recourse, given the conditions of Canadian development, has been to move in the direction of State socialism. Canada could become another Cuba, rejecting everything American in the interest of maintaining a state of economic, political and cultural independence, and the consequences, I fear, for the great mass of the people, would be little more fortunate. We are bigger than Cuba, and wealthier, but not that much bigger and wealthier that we can withdraw from the larger economic and cultural world of North America without paying a heavy price.

It may be argued that the price is worth it, and if it is clear that the great mass of Canadians agree on such a view there can be no cause for complaint. But I am not convinced that such is the case, any more today than one hundred or two hundred years ago. The middle class in Canada is still exceedingly small, entrenched very largely within a bureaucratic structure of economic, political, cultural

and religious life. For this middle class, isolationism offers very substantial compensations. Sheltered from the competitive struggle of the larger North American society, the members of the middle class can remain secure in their middle class positions within the Canadian society. But for such isolationism, the price paid by the great mass of Canadians can be a heavy one. The fact that there may be widespread popular support for isolationist programmes can be accepted as no argument in their favour. It is the middle class which is in command of the important educational and propagandist agencies in the country with the result, as in the past, that it is those values which give expression to the interests of the middle class which are represented as distinctively Canadian. Where there has been offered an opportunity for a true expression of mass sentiments and attitudes, in the province of Quebec as elsewhere in Canada, support for isolationist economic, political and cultural programmes has been very much less evident. The opportunities for advancement offered by participation in the larger economic and cultural, if not political, society of North America have been too inviting.

INVESTISSEMENTS ET SOUVERAINETÉ : UN POINT DE VUE QUÉBÉCOIS

(Eric KIERANS)

Le produit national brut canadien était de 12 milliards en 1944, de 25 milliards en 1954 et de 45 milliards, probablement, en 1964. Même si l'on considère ces chiffres en dollars constants 1949, la progression est remarquable : 16 milliards en 1944, 20 milliards en 1954 et plus de 30 milliards pour 1964.

Ainsi les investissements, en grande partie étrangers, ont provoqué un développement considérable de notre économie. Nos exportations, notre capacité de production et nos ressources naturelles ont grossi sans cesse grâce aux capitaux des organisations qui ont amené chez nous leurs connaissances techniques, leurs services de recherche, leurs méthodes de mise en valeur et un sens très sûr de l'organisation administrative.

En même temps, notre capacité de faire face à l'accroissement des coûts et des charges que représente un tel développement n'a pas cessé d'augmenter.

Disons ici que, si tout ceci ne s'était pas produit, notre croissance aurait été beaucoup plus lente, notre chômage aurait été plus intense, notre position internationale plus effacée. Il faut que ces choses-là soient dites. Que nous n'aimions pas nous les faire dire, ça, c'est une autre paire de manches et d'ailleurs je reviendrai sur cet aspect que de bonnes âmes aiment à examiner avec une sollicitude dont les motifs, étonnamment, sont souvent diamétralement opposés.

Comme je l'ai déclaré en juin dernier à M. Walter Gordon au lendemain de l'annonce de la taxe de 30% sur les investissements étrangers, des mesures semblables sont basées sur une erreur fondamentale, à savoir celle qui consiste à penser qu'il n'y a aucun avantage à ce qu'une société étrangère s'établisse au Canada et en particulier au Québec. Une telle optique est fautive, et les victimes de cette optique sont les consommateurs. Les nouveaux propriétaires apportent leur technologie, leurs nouveaux produits, en un mot des éléments positifs qui favorisent les consommateurs et qui leur seraient refusés, en courte période, s'il en était autrement. Les anciens propriétaires de l'entreprise reçoivent des capitaux qui peuvent aller s'investir dans de nouvelles firmes canadiennes ou dans des sociétés

gouvernementales, contribuant ainsi à l'expansion de notre économie. Et même si les anciens propriétaires canadiens investissent à l'étranger, il n'y a pas perte sèche car une telle opération réduit le solde de notre dette internationale tandis que les revenus sous la forme de dividendes et d'intérêt, que rapportent nos investissements à l'étranger, améliorent notre balance des paiements en réduisant les sorties nettes du compte courant. Tout ceci est élémentaire.

Tout ceci ne veut pas dire non plus que l'importance des investissements étrangers ne constitue pas un problème au Canada. Mais le point important, qu'il faut garder constamment présent à l'esprit, est que ces investissements ne sont pas le fait de gouvernements étrangers, mais de sociétés étrangères qui prennent la décision d'investir au Canada après avoir constaté le résultat positif que donne une comparaison entre l'efficacité marginale canadienne de leurs capitaux et le taux d'intérêt que l'on demande pour ces capitaux. L'investissement étranger n'est pas poussé par le désir de porter atteinte à la souveraineté politique du pays où il s'installe : je suggère fortement aux extrémistes de droite et de gauche qu'ils se cherchent un autre cheval de bataille, en tout cas en ce qui concerne le gouvernement du Québec. Nous sommes prêts à défendre avec une intransigeance acharnée tout empiètement sur notre autorité politique. Nous l'avons prouvé et le prouverons encore. Ceci dit, et compris de tous ceux qui nous approchent, nous considérons que beaucoup d'investissements dans le Québec ont pour origine les épargnes de nos amis canadiens-anglais, américains et européens et que, si leurs investissements réussissent, cela est dû à leur esprit d'entreprise et aux initiatives dont ils font preuve dans la gestion de leurs affaires.

L'antidote à une trop grande proportion d'investissements étrangers au Québec peut être trouvé soit dans les ressources de notre propre secteur privé, soit dans la pensée économique de l'autorité politique québécoise. Ces deux solutions sont d'application délicate et constituent dans certains cas un véritable défi. Nous les adoptons simultanément tout en maintenant constamment une attitude ouverte à l'égard des capitaux étrangers que nous avons recherchés, sur lesquels nous avons compté et grâce auxquels nous avons progressé pendant plusieurs générations. Tout en appliquant une politique réaliste dans le domaine des investissements, nous n'avons nullement l'intention de faire voler en éclats le crédit et la confiance que nous avons su nous obtenir au cours des années passées.

Même si certains d'entre vous ne font pas d'études économiques, vous savez tous, j'en suis sûr, que la politique économique des pays modernes est fondée sur la poursuite du mieux-être individuel. Telle est également ma conception de l'objectif économique visé par le Québec. Cet objectif économique doit tenir compte d'une triple contrainte : une contrainte de nature *politique* : le Québec est l'expression politique du Canada français ; une contrainte de nature *technique* : nous avons un nombre insuffisant d'experts dans les disciplines que le contexte actuel fait apparaître comme fondamentales ;

une contrainte de nature *socio-psychologique* : l'exode des campagnes vers les villes, exode accéléré par la centralisation industrielle, et l'héritage de vingt ans de duplessisme.

Cette triple contrainte étant admise, sur quoi devons-nous faire porter notre effort afin de réussir la réalisation de notre objectif, à savoir la poursuite du mieux-être individuel ? La réponse à ceci est évidente : nous devons *concurrerment* porter l'emploi à un niveau élevé et stable *et* obtenir le taux de croissance économique le plus élevé possible. C'est là la tâche que le gouvernement du Québec s'est assignée. Avant d'exposer plus en détail ces deux points, je tiens ici à mentionner la nécessité de maximiser le capital social sans lequel un niveau élevé d'emploi et de taux de croissance est impossible : par maximisation du capital social, j'entends toute cette infrastructure constituée par l'amélioration de l'éducation, la réforme de la fonction publique, les mesures favorisant l'équilibre de la cellule familiale, la législation sur la santé, la modernisation du réseau routier, la réalisation d'un ensemble indispensable de travaux publics et de barrages. Vous constaterez que le gouvernement québécois a déployé, à juste titre, ses efforts dans ce domaine fondamental au cours des quatre dernières années.

Et maintenant ? Maintenant nous devons augmenter notre production de biens et services. Nos investissements dans le capital social du Québec n'ont fait que jeter les bases de notre expansion industrielle. Ces investissements ont certainement créé un supplément d'emploi et de revenu, mais ce supplément n'est que temporaire et doit se poursuivre par des injections continues de nouveaux capitaux afin d'obtenir une augmentation permanente de l'emploi et de la production, en particulier dans le nord et l'est du Québec. La théorie économique suggère que nous attendions les effets bénéfiques de nos investissements infrastructurels. Il nous faut dépasser la théorie économique, parce que nous ne pouvons simplement pas attendre que l'industrialisation se fasse. Je considère que c'est une vue de l'esprit de dire que l'entreprise privée investira lorsque les conditions profitables existent dans une région donnée. Il y a un certain nombre de raisons, pas nécessairement économiques, qui font que rien ne se produit : par exemple, la myopie et l'inertie de nos institutions financières, le manque de cadres ou de chefs d'entreprise dans cette région, les réticences que certains cadres manifestent lorsqu'il s'agit d'aller vivre dans des zones peu développées, les hésitations des détenteurs de capitaux lorsqu'il s'agit d'investir en dehors des grands centres. Bref, il y a des empêchements non seulement économiques, mais également sociologiques, au développement de nos régions sous-développées. La solution est entre les mains du gouvernement du Québec.

Premièrement, nous avons donc deux avantages en ce qui concerne ces régions : les richesses naturelles qu'elles possèdent et la disponibilité de notre infrastructure économique (communications, énergie, éducation). Ultérieurement, un troisième avantage se dégagera de

notre situation géographique: pour le Québec, l'ouverture sur le monde est chose facile. Il nous suffira de considérer que notre marché intérieur n'est pas le seul disponible, qu'il en existe d'autres tels que les deux Amériques, l'Europe et l'Afrique. Savez-vous qu'il est déjà moins coûteux d'expédier des marchandises à Dakar qu'à Vancouver? Et ce n'est pourtant pas le gouvernement du Québec qui détermine les tarifs de fret! D'ici quelques années, la navigation d'hiver sera pratique courante sur le St-Laurent et nous aurons alors l'accès le moins coûteux qui soit aux grands marchés du globe, les anciens comme ceux d'Europe ou les nouveaux comme ceux d'Afrique.

Deuxièmement, nous considérons que l'activité industrielle et commerciale du Québec s'effectue dans le cadre des directives du gouvernement. Les décisions, les désirs et la politique économique du Québec ont un effet immédiat et substantiel sur le secteur privé. Ceci provient non seulement de l'influence déterminante qu'exercent les dépenses gouvernementales et la politique fiscale, mais aussi du fait que nous entendons bien que l'autorité politique ait la primauté et la préséance sur les puissances économiques. C'est ainsi que le gouvernement du Québec détermine les règles à suivre et les objectifs à atteindre, et c'est dans ce cadre que l'investissement privé et les grandes sociétés doivent évoluer et s'équilibrer.

Le problème majeur étant l'obtention d'un taux d'emploi élevé par un taux de croissance élevé, comment se présente le problème du financement de cette croissance?

Le gouvernement espère que cette croissance sera financée à la fois par les investissements privés et par les investissements publics. Pour les fervents de la synthèse néo-classique, nous avons bien l'intention d'accroître G' , si I' n'est pas suffisant, jusqu'à ce que E' (taux élevé d'emploi) soit atteint.

Voyons tout d'abord les investissements privés. Nous ne pensons pas que la croissance que nous cherchons à obtenir puisse être obtenue simplement en encourageant les petites entreprises et en attendant qu'elles atteignent le stade d'entreprises moyennes, puis celui de grandes entreprises. C'était peut-être le processus du XIX^e siècle, mais cela ne suffit plus au Québec en 1965. De nos jours, le moyen le plus rapide d'industrialisation consiste à favoriser dans les régions en voie de développement l'établissement de grandes unités, de succursales ou filiales, appartenant à de grandes sociétés nationales ou étrangères. Seules ces grandes unités permettent une croissance véritable et sont capables d'attirer les petites et moyennes entreprises vers de nouvelles régions industrielles.

Nous voilà maintenant au cœur de la grande controverse. Si, pour être véritablement mise en valeur, une région doit être dotée de grandes unités industrielles, quelle importance doit-on accorder à la nationalité de ces grandes unités? Et je réponds: on doit accorder à la nationalité de ces grandes unités une importance toute relative. Pourquoi? Parce que, bien que je souhaite ardemment que notre

croissance soit financée par nous-mêmes, j'estime faire preuve de réalisme, aussi déplaisant que cela puisse être pour nos réactionnaires comme pour nos révolutionnaires, en affirmant que les problèmes que constituent notre chômage et notre expansion économique ne seront pas résolus par le maintien des barrières tarifaires ou par l'avènement du socialisme intégral. Dans le premier cas, nous avons une solution artificielle; dans le second cas, nous avons une solution fausse. Dans les deux cas, c'est l'individu, qu'il soit chômeur ou consommateur, qui en souffre.

Voyons les choses en face : de quoi s'agit-il ?

1° Un moulin à papier de \$50 millions peut rapporter \$1 million en dividendes à ses propriétaires étrangers. Par contre, cette usine peut grossir de \$35 millions le produit national brut du Québec; elle peut donner de l'emploi, dans les ateliers ou sur les terrains de coupe, à 1,500 personnes et, indirectement, à des centaines d'autres; \$10 millions seront peut-être versés sous la forme de salaires; les achats de matières premières, d'énergie et de moyens de transport s'élèveront peut-être à \$15 millions; cette nouvelle entreprise versera \$3 millions aux gouvernements tant fédéral que provincial ou municipal; elle disposera peut-être encore de plusieurs millions de dollars qu'elle pourra réinvestir ou utiliser pour fins d'extension. Avec de tels résultats, je ne vois vraiment pas pourquoi l'on doit s'inquiéter des maigres sommes versées aux propriétaires, qu'ils soient canadiens ou américains. Les dividendes constituent le plus petit des bénéfices que cet investissement de \$50 millions a rapportés. Les dividendes sont moins élevés que les bénéfices non distribués; ils sont beaucoup moins élevés que l'ensemble des taxes versées et, naturellement, ils ne représentent qu'une fraction très minime des salaires et des sommes dépensées pour la transformation de la matière première. Dans ces conditions, je vous le demande, mais de quoi nous plaignons-nous ?...

2° Comme je l'ai dit précédemment, les entreprises fonctionnent dans le cadre de règles fixées par les gouvernements. Nos lois tarifaires fédérales ont transformé l'économie canadienne en un système de filiales en impliquant que notre marché intérieur n'était accessible qu'aux produits fabriqués dans les usines établies à l'intérieur de nos barrières tarifaires. Une société s'installe au Canada pour obtenir sa part de notre marché, et non pour exporter vers les 21 autres pays où ses filiales sont déjà en opération. Je pense en particulier au cas d'un industriel qui refusait de s'établir au Canada à cause de nos réticences à l'égard des capitaux étrangers. Cela s'est simplement traduit par 200 « jobs » de moins.

3° Il est vrai que de nombreuses filiales canadiennes n'exportent pas ou ne sont pas autorisées à exporter. Mais, dans une telle situation, ne sont-elles pas désavantagées, du fait même que leur activité

est restreinte à ce pays, par comparaison avec les entreprises canadiennes qui peuvent exporter où elles veulent — si elles le veulent ? car voilà le *hic*. Ce n'est pas du fait que les filiales n'exportent pas que nous devons nous plaindre — mais plutôt du fait que nous-mêmes, que nos propres compagnies n'exportent pas plus.

4° Il est véritablement étrange que les Canadiens commencent soudainement à s'affoler devant les dangers de la propriété étrangère précisément au moment où les propriétaires des grandes entreprises n'ont plus aucune importance, à toute fin pratique. Ces propriétaires, les actionnaires, sont tellement disséminés que le véritable contrôle de l'entreprise se trouve de plus en plus entre les mains des directeurs, des *managers* comme l'on dit en anglais. Et ce qui guide les *managers*, ce sont des normes techniques et économiques, des normes d'efficacité. Les actionnaires et investisseurs sont uniquement guidés, et à juste titre, par le rendement de leurs investissements et par la froide réalité des rapports prix-bénéfice. Il est ridicule de prétendre que les placeurs de fonds agissent dans leur intérêt, ou dans celui de leur pays, en plaçant leur argent à 2% chez eux au lieu de le placer en actions de grandes sociétés internationales rapportant 5%.

De nos jours ce sont les gouvernements qui modèlent le développement des pays dont ils ont la charge. L'autorité politique a la prééminence sur la puissance économique. A l'heure de l'économie concertée, au principe duquel je souscris entièrement, c'est au cours de discussions entre les comités gouvernementaux de planification, les chefs d'entreprises et les syndicats que les formules à suivre sont mises au point, et non au cours des assemblées d'actionnaires dont Berle et Means ont signalé depuis longtemps l'effacement.

On semble vouloir faire grand cas de la perte de souveraineté que provoqueraient les capitaux étrangers. Je ne suis pas d'accord avec cette objection qui ne vise bien souvent qu'à sauvegarder des intérêts acquis qui ne méritent plus de le rester, intérêts acquis qu'il est politiquement facile, avec un groupe de pression bien organisé, de draper dans les plis d'un patriotisme dont seules les classes populaires font les frais; intérêts acquis à la défense desquels il est également facile de mobiliser un nationalisme aveuglé par des appels malveillants qui ne visent la plupart du temps qu'à aliéner des émotions profondes au profit d'intérêts occultes.

Voyons maintenant l'autre aspect du diptyque, à savoir les investissements publics.

Face aux structures industrielles complètes et adultes établies par les investissements étrangers, il ne semble pas, au premier abord, qu'il y ait beaucoup de place pour une nouvelle élite, réaliste et de mieux en mieux préparée, d'expression française, et désireuse de mettre en valeur et de développer une puissance industrielle de son cru. Les entreprises familiales ne sont plus en mesure, en général, d'élargir

leurs marchés et leurs sphères d'influence et, de ce fait, ces entreprises se trouvent placées dans une situation où leur existence même est menacée par les grandes sociétés internationales et par leurs filiales, plus efficaces du fait de leur expérience et plus solides du fait de leur puissance financière.

En un mot, donc, l'apparition de firmes nouvelles sur la scène nationale est devenue hasardeuse juste au moment où une nation nouvelle désire désespérément prendre son essor. Il est extrêmement coûteux d'entrer en concurrence avec la compagnie établie depuis longtemps et dont les reins sont solides; il est virtuellement impossible, pour des hommes nouveaux, de rassembler une épargne privée qui permette de procéder au lancement de grandes entreprises. Les impôts peuvent financer le raffinement du capital humain et les investissements infrastructurels. Par contre, le poids de la fiscalité diminue la possibilité d'épargner et d'accumuler les capitaux. De plus, de nombreux dispositifs « monopolistiques » empêchent l'individu de faire son entrée dans la plupart des industries. Les géants industriels sont là; ils sont efficaces, puissants, légalement éternels.

Il s'ensuit que les gouvernements ont un rôle valable et nécessaire à jouer non seulement dans la mise en valeur des ressources humaines, mais également dans la mise au point de programmes qui permettront de promouvoir au mieux l'utilisation la plus efficace possible de nos richesses et de leurs possibilités industrielles.

Un peuple désireux d'augmenter son standard de vie et son taux de croissance, un peuple décidé à réduire le nombre de ses chômeurs se doit de faire usage de l'assistance puissante et de la coopération que les gouvernements peuvent lui accorder.

Avant que ne soient mises en valeur, par exemple, la Gaspésie ou la Côte Nord, devons-nous ici, à Québec, attendre qu'aillent s'établir là-bas, volontairement, de petites affaires privées? Pouvons-nous attendre, pendant plusieurs générations, que ces petites entreprises atteignent le stade de la maturité économique? Non, nous devons encourager activement l'essor de ces régions par une assistance financière constructive, par un système d'entreprises mixtes et par l'institution de sociétés de la Couronne. Lorsque cela signifie qu'une intervention supplémentaire du gouvernement est rendue nécessaire, directement ou indirectement, eh bien! nous intervenons. Ce n'est d'ailleurs pas là une raison, en passant, pour conclure immédiatement que la liberté individuelle sera supprimée ou que nos dirigeants politiques ne sont qu'une bande de dictateurs communistes ou fascistes. L'opposition, de nature presque réactionnaire, de certains hommes d'affaires ne peut évidemment qu'être contrebalancée par des prises de position tout aussi extrêmes de la part de nos révolutionnaires. Si, d'un côté, nous agissons avec persévérance afin de modifier les rapports de force entre Ottawa et Québec, nous sommes par ailleurs en mesure d'aller au-devant des thèses les plus progressives de nos jeunes intellectuels grâce à un certain nombre de mesures modernes de notre cru, telles que la S. G. F., le plan de retraite et Sidbec.

Personnellement, je désire voir le secteur privé prendre toute l'ampleur dont il est capable; par contre, je suis convaincu que le gouvernement a la responsabilité de promouvoir un supplément d'activité économique de nature à faire diminuer le chômage et à augmenter la production. Cela revient à dire que, dans mon échelle de valeurs, je place le besoin de travailler des Québécois au-dessus de cette sacro-sainte inviolabilité des systèmes établis.

Le gouvernement du Québec a des objectifs précis qu'il a déterminés avec clairvoyance. Il a l'intention d'atteindre ces objectifs par des efforts incessants en s'appuyant sur le principe fondamental de la suprématie de l'autorité politique sur la puissance économique. Les investissements étrangers ne constituent donc pas une atteinte à la souveraineté du Québec parce que les chefs d'entreprises ne peuvent pas aller et ne vont pas à l'encontre des désirs du Canada français dont le gouvernement du Québec est l'expression politique et suprême.

DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE ET SOUVERAINETÉ CANADIENNE

(Michel VAN SCHEDEL)

La présence du ministre du Revenu à ce colloque devrait inspirer au simple journaliste que je suis une conduite prudente, meilleur moyen d'aller aux sources, « et d'écouter les voix ». Mais un journaliste n'est pas une Jeanne d'Arc. Je tiens, n'en déplaise à messieurs Wagner et Arsenault, qu'il est un provocateur de bon aloi. Car son métier est d'informer, c'est-à-dire de contraindre les informateurs. C'est parce que j'ai monsieur Kierans en haute estime et que je prends habituellement soin de l'écouter, que je pose aujourd'hui, à lui comme à vous, certaines questions dont la discussion ne me trouve pas indifférent. Pour provoquer, il faut savoir s'exposer. C'est ce que je vais faire avec votre permission.

Le thème proposé à notre examen me fait, je vous l'avoue, quelque peu tiquer. Non que je ne sois conscient des problèmes singulièrement entremêlés que pose la dépendance économique à l'endroit des U. S. A. Mais il me paraît faux d'en parler à un point de vue que l'on nous demande de privilégier sans nous expliquer pourquoi nous devrions le faire. Si on nous l'expliquait, on s'apercevrait sans doute qu'il est un peu gênant d'opposer à la réalité de la dépendance le concept de la souveraineté canadienne. Cela, pour une raison très évidente. C'est que la dépendance joue en sens divers, voire opposé, et que la souveraineté ne paraît pas également impliquée selon que l'on identifie le Canada au nationalisme contradictoire de l'« establishment » ontarien, qu'on le situe dans la perspective du développement régional, celui par exemple de la Colombie-Britannique, ou que, d'une façon plus subtile mais plus exigeante, on s'attache aux intérêts du Québec. En d'autres termes, il n'y a pas une image unique de la dépendance économique. Il y en a plusieurs dont certaines sont assez inquiétantes pour mettre en doute la valeur des solutions proposées, à l'échelon central par exemple.

Les effets globaux de dépendance, ceux que traduisent notamment les déficits de la balance des paiements canadiens, ne peuvent eux-mêmes s'apprécier correctement que par leur incidence sur le développement ou le retard des entités régionales distinctes, dont la disparité est singulièrement prononcée au Canada. Un examen des

relations économiques entre les diverses provinces et entre chacune d'elles et les États-Unis ferait voir probablement une image fort différente de celle, globale, que tracent, chaque année, les comptes du Canada. Les provinces qui présentent un développement relativement harmonieux, celles où l'industrie est diversifiée — on songe naturellement à l'Ontario —, ont deux moyens d'estomper sur leur territoire les ralentissements ou les inégalités de croissance qu'entraîne la permanence des déficits. Elles peuvent compenser une partie des placements de fonds à l'étranger et des paiements de dividendes et d'obligations aux Américains par l'investissement dans les provinces en voie d'industrialisation mais encore sous-développées, c'est-à-dire par le drainage des profits et des épargnes hors de ces provinces. Leur appareil de production est en outre assez moderne et suffisamment diversifié, toutes proportions gardées, pour soutenir un commerce d'exportation excédentaire avec tous les pays autres que les États-Unis. Au contraire, les provinces économiquement marginales, telles les Maritimes, mais plus encore les régions inégalement développées de l'ensemble québécois, doivent supporter plus que leur part du fardeau du déficit. Ainsi s'aggravent ces provinces de seconde zone, effets de dépendance liés à leur situation de sous-développement. Cela est particulièrement vrai du Québec. Ici, l'économie est assez organisée pour ne pas justifier en bloc le genre de subsides, de subventions à perte qui permettent, bon an mal an, de minimiser les déficits des provinces Maritimes. Mais, mal différenciée ou présentant trop d'écarts de structure, mal répartie, exploitée en fonction d'autres intérêts, l'économie québécoise a l'exode des énergies et des capitaux, elle favorise même cet exode et se trouve finalement, malgré une supériorité de croissance, dans une plus grande instabilité que celle des Maritimes dont la faiblesse leur est une sorte de garantie. D'ailleurs, à même l'exode des capitaux vers l'Ontario où ils grossissent l'assiette fiscale du gouvernement d'Ottawa, le Québec paie probablement une bonne part des subsides fédéraux au Nouveau-Brunswick ou à la Nouvelle-Écosse. Hélas, à ma connaissance, il n'existe pas de statistiques offrant un calcul exact de ces phénomènes. Au chapitre des échanges avec l'étranger et des phénomènes dérivés, le Bureau des statistiques du Canada ne rend compte que de chiffres globaux.

Avant d'aller plus avant, on me permettra de dégager une première conclusion, par elle-même susceptible d'orienter notre enquête. Non seulement il est impossible de décrire la dépendance économique du Canada sans évoquer les écarts interrégionaux, les différences de statut économique entre les quelques provinces-clés du Canada, mais le jeu qu'entretient la dépendance avec le système politique actuel du Canada aggrave ces différences au point que toutes deux ne sont que des aspects complémentaires d'une même réalité.

J'irai plus loin. Si la brève analyse que je viens d'esquisser est exacte, nous devons dépasser le régionalisme ou l'autonomie même renforcée des provinces. Car la tendance présente au régionalisme ne fait dans une large mesure que traduire la pression de la dépendance.

Mais le régionalisme manifeste en même temps des éléments de santé à récupérer et à organiser, de façon à enrayer ou à contourner la dépendance. Le Québec, quant à lui, se trouve dans une situation tout à fait particulière qui justifie des solutions assez radicales, de par la logique même des faits, des solutions plus complètes que celles qu'entrevoit le gouvernement Lesage. Il nous faut ici décrire un processus qui pourrait bien être irréversible, par delà ses contradictions ou en raison de ces dernières.

Reprenons les choses à leur début. Au delà des différences parfois considérables d'une province à une autre, le Canada anglais a organisé son système économique depuis le début du siècle en fonction de la dépendance vis-à-vis des États-Unis. Cette dépendance, il l'a rendue viable. Il y a même puisé suffisamment de force pour contester les effets négatifs de la puissance économique voisine et pour structurer cette contestation, sans jamais toutefois se soustraire aux nécessités de sa sujétion. En quelque sorte, il est devenu le partenaire subordonné d'une expansion économique assez vaste pour lui être également profitable. Il était d'ailleurs bien placé pour en tirer profit. Inutile de rappeler les conditions dans lesquelles il avait fait un aménagement préalable des territoires les meilleurs qu'il s'était réservés en tant que colonisateur. Le produit de l'exploitation primaire du sol avait payé les travaux d'infrastructure industrielle; la construction du chemin de fer avait organisé de nouveaux moyens pour un peuplement harmonieux de l'Ontario. Tout cela lui appartenait, comme aussi un début de grande industrie et, déjà, une accumulation de capitaux. Il était équipé, il était prêt à tirer tout le parti voulu du gigantesque essor du Middle-West américain, à prolonger cet essor au delà des Grands Lacs. Ainsi, la proximité des grandes voies de communication et de la concentration de la sidérurgie américaine de l'autre côté de la frontière.

Cela, c'est l'histoire. Nous la connaissons. Il ne serait pas utile d'y faire allusion sinon pour souligner le principe d'une collaboration relativement efficace de la bourgeoisie anglo-canadienne avec le capital américain. Aujourd'hui qu'on veut nous laisser croire que tout est remis en cause, il est également opportun de rappeler la permanence de cette collaboration depuis la Première guerre mondiale jusqu'à nos jours. Et quand je dis *collaboration*, je veux également parler d'un certain contrôle que l'« establishment » de Bay Street a conservé sur les moyens financiers de l'expansion américaine au Canada. Il est vrai que le Canada, même le Canada développé de l'Ontario, est demeuré un bien petit marché. Il n'est guère possible de financer les emprunts d'une compagnie canadienne en expansion sans recourir pour une bonne part au marché financier américain. C'est d'ailleurs probablement l'une des raisons pour lesquelles les fortunes canadiennes-anglaises investissent tellement d'argent aux États-Unis. Ce détour très compliqué, mais rentable, leur assure indirectement un certain contrôle sur l'essor de leurs affaires canadiennes. De toute

manière, l'étroitesse du marché n'a pas empêché le gouvernement fédéral, qui est longtemps demeuré l'expression pan-canadienne des intérêts de l'Ontario, d'organiser solidement le réseau bancaire. Il lui a donné une grande stabilité, il en a garanti l'indépendance en prescrivant des règlements sévères sur l'encaisse bancaire, il a ainsi diminué le nombre des banques mais il en a fait des coffres-forts à toute épreuve. Enfin, il a permis à ces quelques banques d'occuper tout le territoire canadien, à l'encontre du système américain où la *First National Bank* n'a pas, aux États-Unis, de succursale en dehors de l'État de New York. Les banques canadiennes ont pu avoir l'œil à tout, partout, à travers tout le pays. Elles ont été les dépositaires obligés de la dépendance canadienne, les gérants de la collaboration canado-américaine à l'intérieur de cette dépendance.

Pendant ce temps, au Québec, l'évolution se délabrait. Il fallait, il faut encore payer du pourrissement de vastes régions l'essor industriel du Canada, du Québec lui-même, d'un Québec mis en coupe réglée. Depuis 20 ans, sans doute, le revenu moyen a fortement augmenté et il est également vrai que certaines industries, parfois viables, ont pu se constituer avec des capitaux autochtones. Mais ces industries sont encore peu nombreuses, éparpillées, elles ne contrôlent rien de ce qui est essentiel, dépendant pour leur expansion, quand celle-ci est possible, d'un autre marché financier. De toute manière, leur survivance mitigée n'est permise qu'à la condition de se subordonner au système qui les étouffe. Il faut ajouter, d'ailleurs, qu'elles en sont devenues, de ce système, de farouches partisans. Quant au revenu moyen par habitant, dont les statistiques attestent la courbe ascendante depuis la guerre, je ne peux dire qu'une chose: méfions-nous de la signification globale de pareilles statistiques pour un pays comme le Québec. L'industrialisation a eu ici des effets désarticulants, et cela depuis longtemps. Bien pis, la désarticulation socio-économique s'est aggravée à mesure que progressait l'industrialisation du Québec. Les courbes du revenu moyen oublient de décompter le revenu fort supérieur du personnel de gérance et de la main-d'œuvre spécialisée, en majorité anglophone. Si les calculs établissaient le revenu moyen de la main-d'œuvre canadienne-française, on obtiendrait sans doute des chiffres fort différents. On peut en avoir une idée par les relevés dévastateurs qui ont été faits non seulement dans les régions excentriques et dévitalisées comme l'Abitibi ou la Gaspésie, mais aussi dans la Mauricie qui est une région partiellement développée. Et si l'on veut vraiment donner une signification aux statistiques, il faut bien réfléchir à la leçon qui se dégage, par exemple, des programmes d'assistance sociale, lesquels sont réservés, comme on le sait, aux travailleurs inemployables, aux nécessiteux, aux rebuts humains de l'industrie. Les montants d'assistance sociale dépensés au Québec ont augmenté dans des proportions fantastiques entre 1951 et 1961, c'est-à-dire (et c'est cela qui doit nous mettre la puce à l'oreille) dans le temps même de la plus grande expansion industrielle et de la plus forte pénétration américaine au Québec.

Je n'ai pas l'impression de dramatiser le récit de cette évolution en rappelant ce que tout le monde sait. A savoir qu'elle est, dans ses lignes essentielles, le fruit d'un mariage, celui d'une emprise américaine sur les richesses naturelles et la production semi-ouvrée du Québec et d'une collaboration anglo-canadienne à cette emprise.

Oh! je sais bien qu'aujourd'hui les choses ne vont plus aussi bien pour les gérants torontois du crédit. On nous le dit et c'est vrai. Ne voilà-t-il pas que l'on tire la sonnette d'alarme et que l'on oppose la colonisation du Canada à ceux qui parlent de la colonisation du Québec! Tout d'abord, on voit mal en quoi elles s'opposent. Elles s'expliquent mutuellement; disons, elles se renvoient la balle. Mais elles se la renvoient en marquant un temps fort ici, un temps plus faible là.

Bien sûr, la mainmise des États-Unis vaut pour l'ensemble du territoire canadien; la politique des succursales américaines, à savoir l'inutilisation relative des ressources canadiennes, est la même partout. Mais nous assistons aujourd'hui, surtout depuis l'avènement du gouvernement Pearson, à la mise en œuvre d'une politique qui manifeste, malgré les gaucheries du début (l'affaire de la participation canadienne à 25% dans les succursales américaines), la fidélité à l'histoire de la collaboration économique canado-américaine. Une fois encore, grâce aux moyens financiers dont ils ont gardé le contrôle et grâce à la diversité de leur appareil de production, les financiers et industriels anglo-canadiens ont trouvé l'occasion de tourner à leur profit l'assujétissement progressif de l'industrie canadienne de transformation aux intérêts américains. L'exemple typique en est la politique du ministre fédéral de l'Industrie, M. Charles Drury, en matière de production automobile. Cette politique, on le sait, est destinée à organiser une véritable industrie canadienne de pièces détachées et d'accessoires d'auto. Il semble qu'elle doive réussir. Elle se révèle également avantageuse pour les maisons mères des grandes compagnies américaines de construction automobile, qui pourront acheter à moindre prix au Canada les accessoires dont elles ont besoin. Ainsi s'affermissent, une fois de plus, les moyens d'un contrôle relatif du capital anglo-canadien sur le nouveau cycle de sa dépendance, sur la bataille de l'industrie secondaire au Canada.

On peut, je crois, éclairer à cette lumière le nationalisme ambivalent des cercles, tant libéraux que conservateurs, de la politique fédérale.

M. André Patry constatait avant-hier, devant votre assemblée, que le Canada était encore loin de l'adoption de législations sur le contrôle des capitaux aussi rigoureuses que celles qui existent en France, en Suède ou au Mexique. C'est, je pense, parce que les dirigeants de l'économie canadienne n'en éprouvent pas le besoin, n'y trouveraient peut-être même pas leur intérêt. Cela est très éloigné de leurs habitudes, de leur histoire, de la politique de collaboration et de contrôle subordonné qui jusqu'à présent leur a réussi. Plus révélatrice de leur

état d'esprit, en raison même de sa maladresse irréfléchie, est la politique avortée de M. Walter Gordon qui voulait imposer au frère aîné américain les 25% du frère cadet canadien.

Au surplus, interrogeons-nous sur les réactions de l'entrepreneur anglo-canadien dont la firme passe sous le contrôle d'une grande maison américaine. Il faut savoir se placer au niveau de cet entrepreneur, car il existe à des milliers d'exemplaires. Il est notamment très répandu dans les nouvelles provinces riches de l'Ouest. Il présente un aspect caractéristique du nouvel essor économique régional. Et il exprime, à sa façon anglo-canadienne, la nouvelle économie de marché qui se lance à la conquête des débouchés internationaux. Cet entrepreneur se dit en effet que la fusion avec la grande maison américaine lui permet d'accéder au marché mondial, tout en lui assurant l'expansion de son marché local. En langage publicitaire américain, on dirait qu'il peut prendre un certain droit de regard, qu'il peut devenir un « V. I. P. », dans la compagnie « supergéante », née de la fusion. A la vérité, il règle à l'envers, mais dans le même esprit, le problème de M. Walter Gordon. Au lieu de garder son entreprise et de prendre dans une filiale américaine une participation de 25% au capital (il faudrait dire de 5%, depuis le dernier budget Gordon), il trouve plus expéditif et plus économique de se vendre contre une petite participation à la société-mère qui dirige la succursale. Il faut bien le dire, à son point de vue qui est aussi le point de vue de toute l'histoire économique du Canada anglais, cet entrepreneur a raison.

Aujourd'hui, tout de même, les relations habituelles du capitalisme anglo-canadien avec l'imperium américain se compliquent singulièrement. D'abord, parce que la contestation devient plus serrée. Ensuite, parce que cette contestation est le fruit d'une course à l'industrie secondaire dans laquelle les entreprises ontariennes ne peuvent se renforcer qu'en facilitant la croissance de leurs rivaux et l'expansion territoriale. Et bientôt, du domaine économique qui aggrave la rivalité canado-américaine la lutte passe au domaine politique qui oppose les provinces pauvres aux provinces riches, le Québec à l'Ontario.

Ainsi s'expliquent, je crois, les données de base de l'actuelle tendance au régionalisme économique qui s'exprime politiquement dans la revendication par le gouvernement québécois d'une redistribution des pouvoirs et d'une plus large autonomie provinciale. C'est tout le problème du Québec moderne, dont la silhouette se profile malaisément au carrefour de l'industrie secondaire. Et ce problème est infiniment plus grave que ceux que nous n'avons pu résoudre jusqu'à présent.

L'industrie secondaire a besoin d'être rapprochée de son marché, du moins de celui qui lui assure un volume suffisant d'affaires et de facilités de production pour qu'elle puisse rayonner sur des marchés lointains. Ainsi a-t-elle tendance à se localiser et à diversifier ses emplacements. En décidant de tenir le meilleur rang possible dans

la course à l'industrie de transformation, l'économie ontarienne et le gouvernement fédéral tentent de retenir, en cette nouvelle phase de la lutte économique, les pouvoirs que leur ont laissés l'ancienne centralisation et l'ancienne forme de dépendance. Ils recourent par conséquent à des programmes ingénieux, tel le Plan Drury pour l'automobile. L'Ontario est bien placée pour profiter de ce plan, étant donnée la concentration de l'industrie de l'automobile sur son territoire. Mais, le branle étant donné, il n'y a pas de raison que les grands constructeurs américains ne se rapprochent d'autres marchés. C'est ce qu'ont flairé les Américains, sans doute avant même le Plan Drury. Ils ont flairé la nécessité de la décentralisation et y ont trouvé une source de profits. Car la General Motors, en s'installant à Ste-Thérèse, n'alimentera pas seulement le marché de l'Est d'une façon plus efficace, elle dirigera aussi un plus vaste programme de ventes à travers tout le Canada.

Cette initiative et les autres semblables favorisent évidemment la multiplication d'industries dérivées dans le Québec. Disons que cela, Ottawa l'a prévu. Il l'admet. Tel est le prix que les milieux dirigeants de l'économie anglo-canadienne acceptent de payer, croyant que, de toute manière, ils disposent d'une avance considérable et qu'au Québec, comme ailleurs, ils pourront profiter de la manne. Mais ce qu'Ottawa n'a pas prévu, c'est la série d'arguments politiques qu'un gouvernement québécois pourrait en tirer. Une économie québécoise qui passe à l'industrie secondaire devient en effet plus complexe. Elle ne peut plus être tenue avec la même aisance dans une étroite subordination. Du moins, elle ne peut plus l'être par les collaborateurs et partenaires habituels du capital américain. Il faut accorder à cette économie l'équivalent politique de l'autonomie de gestion, sinon de contrôle, qu'elle requiert.

En fin de compte, peut-être plus tôt qu'on ne pense, Ottawa laissera sans doute aller les pouvoirs qui lui sont réclamés. Il est possible qu'il n'y perde pas tout, si tant est que tient le coup le système d'économie dépendante qui fait sa puissance. Car voyons l'autre côté de la médaille. Voyons-le du côté québécois.

L'autonomie renforcée que réclament les collègues de M. Kierans est, dans son principe, le prolongement d'un régionalisme qui sert aujourd'hui de nouveau levier de pénétration aux capitaux américains. En disant cela, veuillez le noter, je ne m'oppose pas à une telle tendance dans la mesure, mais dans la mesure seulement, où elle suscite des forces locales nouvelles, ultérieurement récupérables. Il serait impossible d'organiser une économie québécoise autonome sans faire une certaine place à l'utilisation de capitaux autochtones. Le projet de sidérurgie, la caisse de dépôts et placements qui servira à l'accumulation des fonds du régime de retraite, les regroupements auxquels procède la Société générale de financement, tout cela montre clairement qu'il est raisonnable d'imaginer que la dépendance de l'économie québécoise ne pourra plus être aussi complète. Mais il est d'autres points de vue, d'autres effets. Ceux-ci risquent de sub-

merger l'autonomie, de saigner l'économie à moins que, escomptant des ressources positives du nouveau système, on ne mène un combat plus radical. Ce combat est avant tout politique. Il débouche sur autre chose que l'autonomie, sur autre chose que l'économie de dépendance en marché libre.

Nous serions victimes d'une illusion si nous croyions un seul instant que le développement de l'industrie secondaire au Québec ne va pas se faire essentiellement par le recours aux capitaux américains. Encore peut-on prévoir qu'il ne s'agira, le plus souvent, que de créer des industries dérivées dont la fonction sera subordonnée aux grands ensembles de production américains. Ceux-ci conserveront le dernier mot.

A court terme, le développement de l'industrie secondaire profite à tous. Il oblige au relèvement du niveau d'éducation de l'ensemble de la population. Il commande les programmes tant attendus de l'organisation industrielle à travers le Québec. Les projets d'aménagement territorial dont on prépare actuellement l'étude trouvent là un exutoire, une chance enfin envisagée. Le développement du secteur de transformation donne poids et réalisme aux préparatifs de la sidérurgie de Bécancour. Il permet de combattre le chômage chronique dont souffrent de nombreuses catégories de travailleurs et populations régionales. Ainsi, tout va bien, croit-on.

Mais, à long terme, il peut en aller tout différemment. Les fruits de ce bel effort d'aménagement sont peut-être des fruits défendus. Il suffirait que l'équipement du territoire tarde à se réaliser. Il suffirait que l'on soit empêtré dans la pagaille, dans l'anarchie historique d'un pays à ce point négligé que l'on ne parviendrait pas, *avec les moyens dont on dispose*, à surmonter tous les retards pressants. C'en serait alors fini du développement régional, Montréal de continuer de gober les énergies, sans compensation pour l'arrière-pays. De nombreux projets, dont la perspective nous passionne aujourd'hui, devraient être rangés dans les cartons. Sans compter le risque majeur, celui qui rassemble tous les autres : si les grandes entreprises américaines songent à profiter davantage du régionalisme et de l'industrie secondaire, elles y songent, elles le préparent à l'échelle du Canada, elles ne l'organisent pas nécessairement à l'échelle du Québec. Pour elles, les régions sont de très vastes ensembles à l'intérieur du Canada, ce ne sont pas les quelque 14 régions économiques que l'on dénombre actuellement au Québec. Il se pourrait fort qu'elles continuent de concentrer dans la région de Montréal l'expansion de l'industrie secondaire, sans profit majeur pour la population, continuant de faire venir des autres provinces ou des autres pays les talents.

Le gouvernement québécois devra faire face à cet immense danger. Il ne pourra l'esquiver que s'il dirige lui-même l'orientation des investissements. Mais comment y parvenir s'il ne dispose pas de tous les outils économiques nécessaires? Les planificateurs savent que leurs moyens sont limités, mais ils veulent en tirer pleinement parti. Cependant, ce que l'on prépare, c'est de l'aménagement, ce n'est

pas de la planification. Celle-ci suppose l'emploi de leviers puissants dont les moindres sont le crédit et la monnaie. Pour éviter le pire et pour contrôler tous les instruments qui lui sont nécessaires à cette fin, le gouvernement québécois, après une courte période de transition, se verra obligé de franchir le Rubicon. Mais une indépendance politique ne servirait à rien si l'on n'en profitait pour ordonner les conditions économiques et sociales dans lesquelles l'apport des capitaux étrangers sera sollicité.

Peut-être alors y aura-t-il moyen de régler avec le Canada l'affreux dilemme qui, nous opposant à la puissance américaine, nous livre plus directement à lui.

LES CONSÉQUENCES POLITIQUES DE LA PRÉPONDÉRANCE AMÉRICAINE

(Gérard BERGERON)

C'est toujours un terrible risque que de s'administrer une « minute de vérité ». Nous l'avons fait cette semaine, volontairement. Lucidement, avec courage, sans masochisme ni complaisance ? C'est une autre question.

Il y a des introspections qui pèsent vraiment trop. Une pirouette dans la bousculade du quotidien, qui étourdit, et l'on se donne l'impression d'un soulagement relatif et provisoire. Ce n'est pas le jeu de l'autruche, ni la fuite en avant : c'est la fugue dans l'immédiat.

Beaucoup de peuples ont eu des histoires autrement plus tragiques que les destins des deux nôtres. Bien d'autres ont victorieusement relevé des « défis » — *challenges* au sens de Toynbee —, et sont propulsés dans l'histoire par la tension chronique d'une ou deux contradictions fondamentales. Mais nous, Canadiens, sommes probablement les grands champions mondiaux — et involontaires — de l'accumulation des paradoxes historiques. Nous sommes un des plus vastes pays du monde et, aussi, probablement le moins peuplé — ce qui nous vaudrait la médiane confortable, quoique en partie fictive, d'être considérés comme une « puissance moyenne ».

Nous avons accordé l'existence d'« États fédérés » à cette petite île (de rien du tout) du Prince-Édouard et à cette grande île, mais presque vide, de Terre-Neuve, à l'égal de l'Ontario et du Québec qui, en population et étendue, sont dans la bonne moyenne des quelque 120 États mondiaux.

Nous nous payons le luxe raffiné d'avoir deux villes métropolitaines, nullement complémentaires et inutilement concurrentes, sans l'appui équilibrant d'une capitale politique, dont le moins qu'on puisse dire c'est que son caractère congénitalement terne n'a aucun pouvoir de polarisation, ni même de simple représentation, de la diversité canadienne.

Nous sommes bien fiers de notre standard de vie, mais nous n'en jouissons guère qu'en usufruitiers et la nue propriété échappe progressivement aux propriétaires d'origine que nous avons été et voudrions bien redevenir.

Nous avons dû pendant cent ans, du Canada-Uni de 1840 à la Seconde guerre mondiale, faire la preuve progressive que nous n'étions

pas que des Anglais et des Français émigrés en Amérique. Nous devons montrer, pendant probablement un autre cent ans, que nous ne sommes pas que de simples Américains, auxquels on pardonne volontiers l'inoffensive bizarrerie de se sentir attachés à certain folklore — par définition, bien anachronique — d'origine monarcho-britannique, d'une part, et culturo-française, de l'autre.

Nous avons été, sans liberté de choix de notre part, mis ensemble comme deux peuples fondateurs du Canada, à la suite des avatars des guerres de succession d'Espagne et de Sept-Ans avec le résultat biculturaliste de la coexistence forcée de « parlant français » et de « parlant anglais » — dont on sait que, de Guillaume le Conquérant et Jeanne d'Arc, en passant par Marlborough et Wellington, jusqu'à Clemenceau et de Gaulle, ils sont faits pour se parler comme pour ne pas se comprendre.

J'arrête ici l'énoncé de ces paradoxes. Il y en aurait d'autres. L'important, c'est que leur faisceau est en train, pour la première fois de façon aussi claire en notre histoire, de produire des effets cumulatifs et non plus de s'entre-neutraliser. Pourquoi ? Bien sûr à cause du Québec et de sa révolution que « silencieuse » ou « tranquille » on nomme. On s'interroge copieusement à son sujet depuis trois ans, mais sans qu'il en sorte, à la vérité, des résultats proportionnés à l'effort cérébral et émotif engagé.

Pourquoi encore ? A cause de ce que les organisateurs de ce colloque ont appelé la « prépondérance américaine ». On a pu se rendre compte cette semaine que cette « prépondérance », qui est à l'échelle planétaire, est encore plus « prépondérante » au Canada que partout ailleurs. Et cela, « par la force des choses » américaine, d'une part, canadienne, de l'autre. C'est en considérant tout ce qui est en cause par le voisinage des États-Unis qu'on prend conscience d'une certaine irréalité des questions qu'on voudrait circonscrire comme exclusivement ou même proprement « canadiennes ». Les approches uniquement historiques, ou culturelles, ou économiques, même la juxtaposition de leurs résultats sont bien insuffisantes à nous faire saisir, non pas seulement l'envergure, mais la nature même de la question. C'est d'abord, ensuite, et surtout un fait géographique sans exclure son implacable détermination géostratégique. Dans cette impossible géographie de l'Amérique du Nord, le Canada est soudé aux États-Unis comme un second étage l'est à un premier. Et, avec une plus grande acuité que jamais, on prend conscience que tout ce qui se passe ou presque au premier étage, sans parler de ce qui s'y trame parfois, conditionne plus ou moins étroitement l'ensemble de la vie des résidents du second étage.

Dans une première et longue phase qui s'achève, le Canada s'est formé en continuant de se sentir rattaché à l'Europe, puis en se détachant avec timidité et lenteur, mais pas encore totalement. Nous sommes entrés dans la phase où le Canada voudrait bien affirmer son identité, mais sans parvenir à se détacher des États-Unis, privé qu'il est maintenant du support effectif de son ancien rattachement à l'Eu-

rope. D'où sentiment d'une très vive précarité, doublé de l'angoissante constatation des fissures intérieures qui, sournoisement et depuis longtemps, faisaient leur chemin.

Ce n'est plus l'*unguarded frontier* qui est un mythe ; c'est la frontière qui n'est plus guère qu'une fiction. Les preuves ne manquent pas ; et je fais l'économie d'un passage qui en contiendrait le bilan. Le sujet ayant quelque chose de prométhéen, on ne se fait pas faute d'accumuler les métaphores. Les caricaturistes emploient parfois, pour illustrer des coexistences trop inégales, la métaphore suivante. Sur une banquette pour deux personnes de gabarit moyen, le Canada est ce gringalet de 110 livres qui cherche à n'être pas écrasé par le géant débonnaire de 340 livres qui, c'est bien malgré lui, prend presque toute la place ! Théoriquement, le gringalet pourrait changer de banquette, mais justement, l'hypothèse est exclue. Élargir la banquette ? Mais, en restant assis avec, pour ainsi dire, une liberté de manœuvre restreinte, comment y arriverait-il ? Prendre du poids et se faire des muscles ? D'abord, il y a des retards qui ne se rattrapent pas. Et puis le gringalet n'est nullement antagoniste. Il aime son voisin, le géant débonnaire qui le lui rend bien. L'historien Brebner, Canadien devenu Américain, a déjà proposé l'image de jumeaux siamois qui ne peuvent se séparer et continuer à vivre. En gardant l'idée de la précédente disparité de taille entre le géant et le gringalet, devenus ainsi, par la grâce de notre imagination, des jumeaux siamois, les deux parties apparaissent comme indissolublement liées. Si l'image suggère que le jumeau-géant porte pour ainsi dire le jumeau gringalet et lui communique son surcroît de vitalité, le tonus même du petit reste néanmoins vitale nécessaire au plus gros.

Aussi, les Américains sont-ils bien placés pour nous dire : « Puisque vous avez les avantages, endurez aussi les inconvénients » ou : « You can't eat your cake and have it too ! » Aussi, les Canadiens ont-ils souvent l'impression de vivre comme par procuration, de bien vivre, mais comme au-dessus de leurs moyens. Aussi nos aimables voisins découvrent-ils littéralement l'Amérique quand on leur parle de l'angoisse canadienne au sujet de ce trop inégal voisinage. Pour eux, nous ne sommes qu'un de leurs problèmes ; et Dieu sait qu'ils en ont qu'ils ne choisissent pas et de combien plus pressants ! Pour nous, ils sont *le* problème, l'unique problème venant de l'extérieur. Les quelques « libertés » que nous prenons en politique étrangère du côté de la Chine ou de Cuba ne mettent jamais en péril l'indissoluble union, et l'idée même d'un schisme est impensable. C'est justement l'idée inverse d'une absorption ou annexion qui est, elle, très pensable.

Mais elle est pensable, pensée positivement, non pas par la partie absorbante mais par celle qui serait absorbée. Ce n'est pas le moindre des paradoxes canadiens dont je n'ai pas épuisé la liste au début. Dans l'histoire politique des États-Unis, on relèverait passablement de cas de velléités d'annexions partielles ou totales du Canada. Mais c'est du côté canadien que ce qu'on pourrait appeler la disponibilité

annexionniste s'est toujours trouvée. Du manifeste des Marchands anglo-écossais de Montréal de 1849 jusqu'à la dernière enquête de *MacLean's Magazine* et de son homologue le *Magazine MacLean*, de larges couches de la population canadienne ont toujours pensé que l'annexion aux États-Unis serait une affaire mutuellement favorable. Selon MacLean, 29% des Canadiens, dont 33% de Québécois et 39% de *Maritimers*, désiraient passer sous la houlette d'*Uncle Sam*. Un sondage plus récent de l'Institut canadien d'opinion publique donne des chiffres un peu moins effarants : 13% pour l'ensemble des Canadiens et 20% pour les Canadiens de l'Est, c'est-à-dire, les gens des Maritimes et du Québec. Une enquête faite en octobre auprès de 200 *undergraduates* de McGill révèle que 20% désirent l'union politique du Canada et des États-Unis. Ces sondages doivent être interprétés, bien sûr. Leurs résultats divergent passablement du reste, si tous trois ont été faits alors qu'aucune question particulière ne tendait les relations entre les deux pays. Il y a toute une marge entre les 29% de MacLean et le 13% de Gallup ou le 20% de McGill. Et, pour l'interprétation, tout dépend du point de vue où l'on se place. Ainsi le *Montreal Star*, d'où je tire les résultats de ces deux dernières enquêtes, titre, pour le *Gallup Poll* : « 81% Rule Against Canada Joining U. S. »..., et pour le sondage de McGill : « McGill Poll Shows 80 p. c. Oppose Union with U. S. »

Pour ma part, je trouve ces chiffres effarants. Qu'un Canadien sur cinq, ou même sur trois selon MacLean, veuille ou consente à devenir Américain, c'est la statistique la plus brutalement déprimante de la réalité canadienne. Cela se produit dans un pays du second standard de vie au monde, malgré son fort chômage ; dans un pays où il n'y a pas, du moins pas encore, de guerre civile. Encore là, je crois bien que nous détenons un record mondial que seul Berlin-Est pourrait inquiéter... C'est cela, pour une bonne part, des Canadiens, des gens qui ne seraient nullement inquiets de voir remonter le 45^e degré parallèle...

Ce paradoxe se double d'un autre paradoxe américain : nos voisins veulent — j'ai écrit : *veulent* — d'autant moins nous avaler qu'il leur serait plus facile de le faire. « Pourquoi, pensez-vous déjà, le feraient-ils ? » Le Canada, tel qu'il est, les *sert* suffisamment bien : nous leur fournissons gratis un gigantesque espace aérien, un *back-store* apparemment inépuisable de *x, y, z* matières premières et des montagnes de papier-journal. C'est entendu : les Américains ont tort de nous prendre, en tout et pour tout, « *as granted* ». Et s'il est vrai que, sans montrer les dents, ce qui serait risible, nous grommelons parfois, nous devons bien admettre que nous sommes voués, à tous égards, à être leurs alliés ultimes. Un deuxième étage n'a pas le choix de ne pas reposer sur le premier.

La solution globale ? Elle n'existe pas, non pas seulement pour la raison générale qu'un problème politique ne se *résout* pas mais se règle seulement de façon provisoire ou partielle, mais encore parce que les données fondamentales du problème sont invariables : ce que

j'ai appelé tout à l'heure cette « impossible géographie nord-américaine » et, aussi, ce fait que nul ne peut faire que ce qui a été n'ait pas été. Je parle de solution *globale* autre que la fusion pure et simple des deux pays. Au plan des solutions *individuelles*, il y a la fugue : huit millions de Canadiens l'ont déjà faite. Sans compter leurs descendants, ce chiffre constitue 40% de la population actuelle du Canada. Et il paraît que nous manquons d'immigrants... Il paraît aussi que nous manquons de « talents »... Si l'on pouvait rapatrier ceux des nôtres qui ont choisi de faire carrière aux États-Unis ou en Angleterre, peut-être apparaîtrions-nous moins pauvres. Dans *The Atlantic Monthly* de ce mois, un *Canadian Scholar*, diplômé de Harvard qui fait maintenant carrière à Cambridge, s'en est ouvert librement : « Canadians, admittedly, have been failures... I would be loyal to Canada if only she possessed the one basic quality necessary for every country ; a sense of *patria*... The Canadian heritage is schizoprenic... The longer I stayed away, the more the idea of Canada *bored* me... Canada gave me everything : health, money, erudition — but she failed to give me the one thing essential : a sense of identity, without which everything else is unessential... I have no solution to offer for the problem, except the personal one, which is to go on living for what matters most to me. » Au fond, ces lignes sont-elles plus déprimantes que les statistiques au sujet du désir d'annexion que je citais tout à l'heure ?

Au-delà des solutions strictement individuelles, il y a une solution collective, partielle mais non globale. C'est celle de mon collègue de ce soir, M. Bourgault. Elle consiste à vouloir défaire le Canada pour faire le Québec. Les adversaires de cette position disent qu'elle implique de crier aussi : « Après nous, le déluge ! » Comme ce n'est ni l'objet de ce colloque ni le thème de cette soirée de prendre le problème par ce bout, je m'abstiens de poursuivre en cherchant, par exemple, à prévoir certaines conséquences. Au surplus, le temps me manquerait.

Il n'y a pas de solution globale, mais il y a des ajustements tactiques à cette situation globale. Nous ne faisons même que cela, sans véritable plan directeur, c'est-à-dire sans stratégie. Pouvons-nous être autre chose que le second étage de la maison États-Unis ? On a déjà parlé du « miracle » historique du Canada français. En n'oubliant pas qu'un miracle de cette sorte n'est rien d'autre qu'un défi victorieusement, bien qu'en grande partie inconsciemment, surmonté, on peut se poser la question : la survie d'un Canada souverain à l'heure de la prépondérance des États-Unis sera-t-elle le miracle complémentaire ? Les Américains ne veulent pas nous annexer ; mais si des Canadiens de plus en plus nombreux veulent l'être ?

Je me prends parfois à penser que, dans cette situation de surréalisme politique, hautement accusé, il nous serait peut-être utile d'avoir des hommes d'État visionnaires. Si vous croyez que j'exagère, je vous mets au défi de rendre intelligible à un esprit non surréaliste l'actuel débat hémorragique sur le drapeau... Dans le passé, on peut enregis-

trer suffisamment de bonnes occasions manquées pour ne pas craindre le jugement de l'historien de l'avenir : « Un grand pays mort par défaut... » Allons-nous manquer la présente occasion pour faire le Canada enfin ?

LA DUALITÉ CANADIENNE À L'HEURE DU QUÉBEC

(Paul GÉRIN-LAJOIE)

Avant de vous adresser la parole à titre personnel, je veux, au nom de l'honorable Jean Lesage et de tous ses collègues du Cabinet, vous souhaiter la bienvenue à ce dîner auquel ils vous ont conviés.

Il me semble significatif que le gouvernement de la province de Québec reçoive officiellement les participants à un congrès consacré à l'examen des affaires canadiennes. Il faut voir là une preuve tangible de l'intérêt que le Québec porte à la situation et à l'évolution du Canada tout entier.

Toutes les provinces, on le reconnaît heureusement de plus en plus, ont des intérêts qui dépassent leurs frontières : dans le cadre de la Confédération canadienne, elles sont bien davantage que de simples administrations régionales, subordonnées à un pouvoir central qui pourrait seul prétendre à la responsabilité de veiller au progrès du pays.

Et cela vaut doublement pour le Québec. Notre province n'est pas que la deuxième en importance des provinces canadiennes. Le tiers des Canadiens, même s'ils n'y sont pas nés, la considèrent comme leur mère-patrie. Comme les autres provinces, le Québec vise, c'est évident, au bien-être de sa population : mais il veut aussi rester la garantie efficace du maintien et du progrès du groupe français en Amérique du Nord.

Le thème de votre congrès, « La dualité canadienne à l'heure des États-Unis », est lourd de signification. Une expression plus simple, comme « Le Canada à l'heure des États-Unis » n'aurait pas la même portée ; elle ne conduirait surtout pas aux mêmes conclusions. Les structures politiques de notre pays, son fondement constitutionnel même ont été imaginés en fonction de l'aménagement de cette dualité qui constitue l'une des principales particularités du Canada dans une Amérique anglo-saxonne, républicaine et expansionniste.

D'autre part, l'expression de « dualité canadienne » recouvre une réalité politique que les seuls textes constitutionnels ne peuvent complètement décrire : le Québec et l'autre Canada — le Québec et les autres provinces.

Aucune interprétation des textes ni aucune velléité d'uniformisation n'ont encore réussi à surmonter un fait qu'exprime le langage

courant de tous les Canadiens français lorsqu'ils disent que le Québec n'a jamais été et ne sera jamais « une province comme les autres ».

« A l'heure des États-Unis », l'avenir de notre pays dépend de nous, Canadiens de l'Ouest, de l'Est et du Centre, Canadiens de langue anglaise comme de langue française. Il repose sur la façon dont nous saurons aménager politiquement cette réalité humaine qui fait que le Québec aura toujours un caractère profondément différent de celui des neuf autres provinces ; le Canada sera, dans l'ordre politique comme dans l'ordre constitutionnel, dans la pratique autant que dans les mots, la « dualité canadienne », ou il ne sera pas !

A des degrés divers de pessimisme, plusieurs des conférenciers du colloque qui se termine aujourd'hui ont tracé un portrait assez sombre de l'avenir du Canada. Si la vie des nations tenait à la seule force des nombres, je vous demanderais pourquoi nous n'avons pas voté, pourquoi nous n'avons pas choisi, nous aussi, entre MM. Johnson et Goldwater, le 3 novembre dernier !

Les chiffres ne mentent pas et, si nous n'écoutions que leur langage, peut-être devrions-nous prendre immédiatement les mesures nécessaires pour participer aux élections américaines de 1968. Si le Canada est vraiment un satellite des États-Unis, — oserai-je dire une possession américaine ? — devenons Américains pour être chez nous ! Mettons fin à notre manque chronique de capitaux ; réglons le problème du déficit de notre balance commerciale avec les États-Unis ; assurons à notre industrie un marché à l'échelle du continent ; courons la chance d'une augmentation marquée de notre niveau de vie.

Or, il reste que nous n'avons pas voté le 3 novembre et nous ne semblons pas vouloir participer aux élections américaines de 1968. Les chiffres ne disent pas toute la vérité. Les chiffres ne peuvent pas exprimer des volontés politiques qui tiennent bien plus aux facteurs sociologiques, humains et affectifs qu'aux facteurs purement économiques et matériels.

Je suis de ceux qui croient que les raisons qu'avaient nos précédents, il y a cent, et il y a cent cinquante ans, de ne pas céder à l'attrait d'une république américaine déjà très puissante par rapport au Canada de l'époque, valent encore aujourd'hui. A ce moment, nous avons refusé de rompre les ponts avec les valeurs de notre passé, nous avons tenu à préserver une organisation sociale et politique propre, à conserver une identité et des attitudes que nous avons préférées et que nous préférons encore — Canadiens anglais comme Canadiens français, j'ose le croire — au grand creuset d'outre-quarante-cinquième.

Que l'influence des États-Unis se fasse de plus en plus sentir dans les domaines économique, militaire, culturel et même politique ne doit pas nous étonner. Il existe certainement une loi de la gravitation politique, que Newton n'a pas énoncée certes, mais qu'ont assurément ressentie tous les peuples de la terre devant des puissances comme la Grèce de Périclès, la Rome d'Auguste ou la France de Louis XIV.

L'influence politique et économique sont des attributs normaux de la puissance. Les vaisseaux, les canons et surtout l'argent ont toujours été des exportateurs efficaces d'un mode de vie. Par contre, la puissance économique, politique et militaire — le passé l'a maintes fois démontré — ne prévalent pas toujours contre les barrières linguistiques, culturelles ou sociales.

Et s'il faut, de toute évidence, devant l'impuissance des chiffres à justifier toute la réalité, tenir compte d'une volonté politique de maintenir le Canada comme entité différente des États-Unis, il faut aussi constater que cette volonté n'est que l'expression de différences culturelles, au sens le plus large du mot. Ces différences constituent le dernier bastion du Canada et la raison même de sa survie.

A cet égard, le Canada est défavorisé par rapport à l'autre voisin immédiat des États-Unis, celui du Sud : le Mexique. Soumis à la même présence politique, à la même pression économique, à la même dépendance militaire que le Canada, le Mexique dispose de constantes et de différences culturelles suffisantes à préserver son existence comme nation distincte. Les Mexicains peuvent s'américaniser : le Mexique, lui, n'est guère comestible, même pour un géant en appétit.

Dans cette optique, l'élément le plus vivace que le Canada puisse opposer aux États-Unis — comme le Mexique leur oppose sa latinité, son fonds de culture autochtone et son orgueil révolutionnaire — c'est sa dualité culturelle.

Dans l'équilibre nord-américain actuel, le Québec possède tous les atouts pour être un non-conformiste par excellence. Il sera, je crois, le plus grand et peut-être le seul obstacle à l'annexion du Canada aux États-Unis. Mais il ne le sera que si les Canadiens de langue anglaise acceptent de se faire du Québec une image qui corresponde aux faits.

Présent à la naissance du Canada, le Québec peut être quotidiennement présent à sa survie, s'il y trouve les conditions de son progrès. Nombre de Canadiens anglais envisagent ouvertement — et prédisent même publiquement — l'annexion du Canada aux États-Unis dans l'hypothèse d'une sécession du Québec. L'annexion doit être envisagée également à plus ou moins brève échéance dans l'hypothèse où le dynamisme québécois serait privé des moyens d'action nécessaires à une dualité canadienne véritable, et où le rouleau compresseur d'une uniformisation progressive ferait du Québec « une province comme les autres ».

Les Canadiens français ne veulent plus être considérés comme une minorité « tolérée ». Ils se considèrent à part entière et de plein droit comme l'un des deux peuples qui composent le Canada. De plus, à la différence de leur partenaire dans le continent nord-américain, ils ne peuvent pas se laisser porter par le courant : ils doivent collectivement, chaque jour « gagner leur vie » d'arrache-pied. « Dans une Confédération comme la nôtre, une minorité vit toujours dangereusement », disait récemment monsieur le premier ministre Lesage. Les Canadiens français doivent donc exiger comme groupe distinct tous

les instruments économiques et les moyens d'action politique nécessaires à la préservation de leur identité culturelle et à la réalisation de leurs aspirations propres.

La plupart d'entre eux se sentent plus près du gouvernement du Québec que de celui du Canada. Jusqu'à présent, sauf quelques réalisations fédérales isolées, seul le gouvernement du Québec a semblé en mesure de répondre aux besoins et aux aspirations propres des Canadiens français et d'accepter de le faire. En conséquence, les Canadiens français attendent de lui la défense de leurs droits. Ils comptent aussi sur lui pour voir se réaliser les conditions de leur épanouissement et de leur progrès. Ils sentent, enfin, que leurs premiers devoirs publics sont envers ce gouvernement.

Des groupes minuscules mis à part, les Québécois manifestent de façon définitive le désir de se donner, par leur propre gouvernement, les instruments d'un grand dessein, de ce que l'on appelle en anglais un *national purpose*. Ils font l'unanimité sur des objectifs fondamentaux : ils veulent garder leur personnalité propre ; ils veulent réaliser un « grand dessein » qui ne sera pas nécessairement analogue à celui d'autres groupes de Canadiens.

Si l'on accepte leur intention de réaliser avec le reste du Canada ce que le premier ministre du Québec appelait, pas plus tard que lundi dernier, une interdépendance qui soit profitable à tous parce qu'elle respecte les droits de chacun, il faut aussi accepter qu'ils se donnent les moyens de cette interdépendance. En économique, en éducation ou dans quelque domaine que ce soit, les Québécois s'efforcent de plus en plus de tirer le maximum des moyens et des ressources dont ils disposent.

Ce qui doit nous frapper, c'est surtout l'unité et le dynamisme croissant qu'ils manifestent dans la recherche d'un régime particulier qui permettrait au Québec, sans quitter le cadre de la Confédération, d'y disposer de la liberté d'action et des instruments nécessaires à concrétiser tout ce que les Québécois en attendent.

Ce dynamisme et cette unité dans la recherche sont le fait d'individus, de groupes structurés et surtout de l'expression politique même des Québécois, leur gouvernement et leur Parlement. Ils donnent déjà des résultats.

La Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme est née des représentations faites par des Québécois. La création prochaine d'une caisse de retraite ne s'est pas faite sans qu'on tienne compte des besoins et des intentions particulières des Québécois. Le comité sur le régime fiscal tout comme les récentes ententes dans ce domaine veulent répondre à des besoins que le Québec a exprimés et qui, dans son optique, sont des besoins prioritaires.

Le Comité spécial de l'Assemblée législative sur la constitution a commencé à entendre des mémoires. On ne manque pas d'y entendre des opinions divergentes ; mais l'ensemble témoigne d'un objectif général unique et on peut dire que le statut futur du Québec s'y distille lentement.

De plus en plus de Québécois tiennent la sécession et l'intégration pour l'avvers et le revers d'une même fausse monnaie. De plus en plus, les Canadiens français et nombre de Canadiens anglais admettent que nos structures constitutionnelles devront être assez souples pour accommoder des divergences d'optique inévitables dans un pays comme le nôtre.

L'unité se manifeste chaque jour davantage sur les buts que le Québec veut atteindre, même si l'on ne peut préciser encore les nouveaux moyens spécifiques qu'il voudra posséder pour assurer la poursuite efficace de ses objectifs. Le Québec montre qu'il sait dans quelle direction il s'en va : il veut s'assurer une mesure d'autodétermination suffisante pour lui permettre d'organiser lui-même, selon ses aspirations et ses désirs, sa vie culturelle, sociale et économique.

Cette évolution peut se réaliser sans changements brutaux, par une revision constitutionnelle et par un ensemble d'accords et de mécanismes adéquats. Mais il faut d'abord qu'au Canada nous acceptions tous d'adapter nos structures, de repenser nos outils politiques, de ne pas rêver d'un moule uniforme pour tous les Canadiens.

Déjà, le Québec a fait les premiers pas vers la grande table ronde où devront s'élaborer les conditions particulières de sa participation à la Confédération, sans pour autant entraver le désir d'unité ou les plans d'action que les autres provinces pourraient avoir entre elles.

Ces premiers pas manifestent, je crois, sa bonne foi et son intention de continuer une vie commune adaptée aux exigences de notre temps. Ils révèlent aussi un désir insistant de voir le fédéralisme répondre à sa vraie vocation, qui en est une non seulement de démocratie, d'une façon globale, mais également d'adaptation continue à des conditions de véritable diversité nationale.

D'autre part, le Québec n'est pas tout le Canada français. La dualité canadienne est aussi faite de plus d'un million de Canadiens français qui vivent à l'ouest de l'Outaouais et à l'est de la rivière Saint-Jean, et qui n'ont guère eu à se réjouir dans le passé de ce que l'expression « dualité canadienne » a signifié pour eux. Le sens de l'adaptation, la largeur d'esprit, le respect des valeurs qui constituent l'ensemble de notre patrimoine canadien et l'égalité de chances — où que ce soit dans notre pays — devront être plus que jamais la règle du jeu pour un Canada à l'heure des États-Unis.

Cette nécessité, nous ne sommes pas seuls à la constater. Des observateurs étrangers, qui n'ont aucun enjeu dans le débat et qui peuvent donc le considérer, comme on dit, du point de vue de Sirius, le reconnaissent eux-mêmes. J'aimerais citer deux phrases d'un article paru récemment dans la revue britannique *The Economist* : « The federal government cannot legislate English-speaking Canadians into a new attitude toward French Canadians. Yet a new attitude is needed if Canada is not to collapse. » Plus loin, l'auteur ajoute : « Although there seems little awareness of the fact in, say Vancouver (where

there are more Chinese Canadians than French), Canada's separate identity is very largely founded on its French element.»

Dans mon esprit, le Canada à l'heure des États-Unis doit donc avant tout, comme vous avez eu raison de le signaler par le thème de votre congrès, se concevoir comme « dualité canadienne ». « Le Canada à l'heure des États-Unis » doit être, de toute évidence, est, dans le sens que je viens de décrire, *un Canada à l'heure du Québec*.

ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE DIX-NEUF AOÛT
MIL NEUF CENT SOIXANTE-CINQ
AUX ATELIERS DE L'ÉCLAIREUR
BEAUCEVILLE (QUÉBEC), CANADA